Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mercredi 29 octobre 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°753 ■

TRAVAUX PUBLICS

Création prochaine de regroupements régionaux d'entreprises privées

P 2

3e SOMMET AFRICAIN SUR LE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES

Tebboune réitère l'engagement de l'Algérie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé, hier, le soutien constant de l'Algérie au processus de développement global en Afrique, convaincue que la véritable renaissance économique ne saurait se réaliser qu'à travers la mise en place d'infrastructures intégrées et modernes, à même de répondre aux aspirations des peuples du continent et de s'adapter aux défis d'un monde en mutation. P 3

MAINTENANCE, RÉORGANISATION ET SÉCURITÉ

Le plan de la SNTF pour redresser le rail

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) s'engage dans un vaste plan de maintenance et de réorganisation pour remettre le rail algérien sur la voie du redressement. À la suite des directives du ministre de l'Intérieur et des Transports, une réunion stratégique a fixé un cap clair : améliorer la ponctualité, renforcer la maintenance du matériel roulant et garantir la sécurité des voyageurs dans l'ensemble du réseau. Un plan d'action immédiat, s'étalant sur trois semaines, a été lancé pour traduire ces orientations en mesures concrètes.

P 2

133,6 MILLIARDS DA ALLOUÉS AU MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE DANS LE PLF 2026

Cap sur un mix énergétique renforcé par les EnR

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a réaffirmé, lundi à Alger, la détermination du gouvernement à faire des énergies nouvelles et renouvelables un pilier central du futur énergétique national. S'exprimant devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), lors de l'examen du budget de son secteur inscrit au Projet de loi de finances (PLF) 2026, le ministre a souligné que le développement des énergies propres constitue une priorité stratégique pour l'État, visant à atteindre un mix énergétique équilibré et durable, mobilisant l'ensemble des ressources disponibles.

P 5

CHUTE DES PRIX DE LA POMME DE TERRE

Les agriculteurs tirent la sonnette d'alarme

La pomme de terre, produit phare des marchés algériens, traverse une crise paradoxale : alors que la récolte 2025 s'annonce historiquement abondante, les prix se sont effondrés à des niveaux jamais observés. Dans plusieurs wilayas, notamment à Laghouat, le kilogramme se négocie entre 15 et 20 dinars, un prix qui ne couvre même pas les coûts de production.

P 5

AIR ALGÉRIE

Lancement de deux nouvelles lignes reliant Alger à Guangzhou et Rotterdam P 2

HYDRAULIQUE

Les grands axes du programme 2026 P 3

MEILLEURE VILLE TOURISTIQUE ÉMERGENTE EN AFRIQUE POUR L'ANNÉE 2025

Oran remporte le Golden award de l'AFASU P 4

TRAVAUX PUBLICS

Création prochaine de regroupements régionaux d'entreprises privées

Par R E.

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a annoncé, lundi à Saïda la création prochaine de regroupements régionaux réunissant des entreprises privées de réalisation, afin de participer à la mise en œuvre des programmes et plans du secteur des travaux publics à travers le territoire national. Lors de l'inspection du projet de renforcement et de doublement de la route nationale N 92 sur le tronçon reliant la ville de Saïda à la commune de Hassasna, dans le cadre de sa visite d'inspection des projets de son secteur dans la wilaya, le ministre a précisé que «des groupements régionaux seront constitués dans les différentes régions du pays, rassemblant des entreprises privées qui contribueront, aux côtés des entreprises publiques, à la réalisation des grandes infrastructures et des projets majeurs tels que le réseau routier et son entretien». M. Djellaoui a souligné qu'«un recensement des entreprises privées concernées sera effectué à l'échelle nationale, et ces dernières seront invitées au siège du ministère afin de leur présenter la nouvelle vision du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, qui vise à créer une complémentarité entre les entreprises publiques et privées pour l'exécution des programmes de l'Etat». Et d'ajouter : « Nous œuvrerons à encourager ces entrepreneurs à participer aux appels d'offres relatifs aux grands projets d'infrastructures du secteur des travaux publics, dans le but de renforcer l'efficacité et la performance dans la mise en œuvre de ces programmes». Selon le ministre, cette opération permettra également de « mobiliser les entreprises privées membres de ces regroupements pour la réalisation de grands projets du secteur, notamment en cas de situations d'urgence dans une wilaya donnée, comme les inondations ou d'autres catastrophes naturelles».

MAINTENANCE, RÉORGANISATION ET SÉCURITÉ

Le plan de la SNTF pour redresser le rail

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) s'engage dans un vaste plan de maintenance et de réorganisation pour remettre le rail algérien sur la voie du redressement. À la suite des directives du ministre de l'Intérieur et des Transports, une réunion stratégique a fixé un cap clair : améliorer la ponctualité, renforcer la maintenance du matériel roulant et garantir la sécurité des voyageurs dans l'ensemble du réseau. Un plan d'action immédiat, s'étalant sur trois semaines, a été lancé pour traduire ces orientations en mesures concrètes.

Par Adem A.

Selon Sofiane Aibèche, directeur du contrôle de gestion et des participations à la SNTF, « l'objectif est de passer d'une logique de réparation curative à une véritable culture de maintenance préventive et organisée. Nous devons restaurer la confiance des voyageurs en garantissant un service régulier, sûr et moderne », a-t-il déclaré à la radio nationale. Le diagnostic mené par la SNTF a révélé des dysfonctionnements structurels, notamment dans la région algéroise où se concentre 67 % du trafic national sur un réseau de 206 km reliant Alger, Blida, Boumerdès et Tizi-Ouzou. L'obsolescence du matériel roulant, datant parfois des années 1980, pèse lourdement sur la régularité des trains et la qualité du service.

Pour inverser la tendance, la SNTF a mobilisé 150 techniciens supplémentaires venus de Constantine et d'Annaba afin de renforcer les équipes de maintenance à Alger. En parallèle, 20 zones de ralentissement ont été supprimées, permettant de rétablir la vitesse normale de circulation, notamment sur le tronçon Thénia–TiziOuzou où les trains roulent désormais à 100 km/h. Les travaux portent aussi sur la signalisation, les télécommunications et la sécurisation des gares. « Nous avons engagé une réorganisation des équipes, modernisé les ateliers et revu nos priorités d'intervention pour que chaque minute gagnée profite directement aux voyageurs », a expliqué l'intervenant. Il a précisé que plus de 900 agents de sécurité sont désormais déployés dans la région d'Alger pour prévenir les retards liés aux rétentions de portières et aux actes de vandalisme. Sur le plan du matériel roulant, la SNTF exploite actuellement 11 trains Coradia sur un total de 16, contre seulement quatre il y a quelques mois. L'objectif est d'en remettre en service la totalité d'ici la fin de l'année, grâce au renforcement de l'atelier de maintenance MRI à Naâma et à l'arrivée de nouvelles pièces de rechange. «Nous voulons atteindre 15 à 16 trains Coradia pleinement opérationnels. Le manque de pièces et de moyens financiers nous a freinés, mais les efforts déployés commencent à porter leurs fruits», a-t-il ajouté.

La sécurité ferroviaire constitue également un axe majeur du plan. La SNTF gère 1 175 passages à niveau, dont 335 gardés, et fait face à la multiplication de passages illicites et de vols de câbles. En 2024, 13 brigades de gendarmerie ont été installées au sein des gares afin de mieux protéger les infrastructures. Le coût des dégradations reste toutefois considérable : plus d'un milliard de dinars par an, alors qu'une simple vitre frontale de train coûte près de 3 millions de dinars.

Au-delà de la maintenance, la SNTF mise sur la modernisation de ses services et sur le développement du réseau national, désormais long de 4 708 kilomètres. Trois grands corridors sont en cours d'aménagement : à l'Est (Constantine–Touggourt–Hassi Messaoud), à l'Ouest (Béchar–Gara Djebilet–Adrar) et au Centre (Alger–Tamanrasset). L'extension vers le Sud vise à relier les bassins miniers et à faciliter le transport du minerai de fer depuis Gara Djebilet. « Grâce à ces nouvelles infrastructures, nous n'avons enregistré aucune suppression de train en 2025, contre plus de 1 100 en 2023 », s'est félicité Aibèche.

Le fret ferroviaire connaît lui aussi une relance notable, avec 5,7 millions de tonnes de marchandises transportées par an, contre quatre millions auparavant. Les flux portent sur les carburants, les céréales, les phosphates, le clinker ou encore les engrais.

AIR ALGÉRIE

Lancement de deux nouvelles lignes reliant Alger à Guangzhou et Rotterdam

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a annoncé mardi dans un communiqué, l'entrée en service de deux nouvelles lignes internationales reliant Alger à Guangzhou (Chine) et à Rotterdam (Pays-Bas).

Les premiers vols sur ces lignes ont été effectués le 27 octobre 2025 à destination de Guangzhou et le 28 octobre à destination de Rotterdam, précise la même source.

"Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la stratégie de la compagnie visant à renforcer sa présence à l'international et à relier l'Algérie à d'importants pôles économiques et commerciaux en Asie et en Europe, offrant ainsi à ses clients davantage de destinations directes et d'options de voyage confortable", indique la compagnie aérienne. Air Algérie a réaffirmé, dans son communiqué, "son engagement à poursuivre la modernisation de sa flotte et l'élargissement de son réseau, contribuant ainsi à consolider la position du transporteur national et à renforcer le rôle de l'Algérie en tant que hub régional du transport aérien".

TRANSPORTS URBAINS

Vers une refonte globale de la mobilité dans la capitale

Par Selma R.

Le directeur du transport au ministère des Transports, Ramadan Chérif Idir, a exposé une série de mesures ambitieuses visant à fluidifier la circulation et moderniser le transport collectif, en particulier au niveau d'Alger et des grandes agglomérations, où la congestion routière demeure une préoccupation quotidienne pour les citoyens.

M. Idir a indiqué que les projets d'extension du métro d'Alger progressent dans plusieurs directions : vers El-Harrach, Aïn Naâdja, Bab Ezzouar, l'aéroport international, ainsi que vers les communes du sud et de l'est de la capitale. Ces chantiers, a-t-il précisé, visent à connecter davantage de quartiers périphériques aux zones d'emploi et de services, réduisant ainsi la dépendance à la voiture individuelle. Le tramway est également concerné par des prolongements, notamment vers les nouvelles zones urbaines et les pôles industriels.

Évoquant la vétusté du parc de transport collectif, le directeur du transport a reconnu que de nombreuses lignes fonctionnent encore avec des bus obsolètes, générant des désagréments tant pour les usagers que pour l'environnement. Dans ce cadre, il a rappelé l'instruction donnée par le Président de la République et le ministre de l'Intérieur pour le renouvellement progressif du parc : « Nous réceptionnons actuellement environ 200 bus neufs chaque mois, destinés en priorité à la capitale et aux grandes villes où la pression du trafic est la plus forte », a-t-il indiqué dans une déclaration à une chaîne de télévision « Echorouk News». Cette opération s'inscrit dans le vaste programme des 10 000 bus annoncés récemment par les pouvoirs publics, combinant importation et production locale. Conscient de l'impact économique du retrait progressif des anciens véhicules, M. Idir a souligné que des mesures d'accompagnement sont prévues pour les opérateurs concernés : facilités bancaires, exonérations douanières et dispositifs de leasing pour leur permettre de renouveler leurs moyens de transport sans perte d'activité.

Le responsable du ministère a par ailleurs plaidé pour un changement des comportements de mobilité, estimant qu'il est temps d'encourager les citoyens à délaisser la voiture au profit des transports collectifs : « L'objectif principal est d'inciter les gens à utiliser le métro, le tramway et les bus plutôt que leur véhicule personnel », a-t-il affirmé, en évoquant l'éventualité, à moyen terme, de limiter l'accès des voitures particulières au centre d'Alger, en réservant certaines zones aux transports publics. Enfin, M. Idir a rappelé que le ministère des Transports travaille, en coordination avec les directions de wilayas, sur un nouveau schéma stratégique de mobilité incluant la reconfiguration des axes routiers, la création de parkings relais près des stations de métro et de tramway, et la mise à niveau des infrastructures routières dans les grandes métropoles.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

3e SOMMET AFRICAIN SUR LE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES

Tebboune réitère l'engagement de l'Algérie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé, hier, le soutien constant de l'Algérie au processus de développement global en Afrique, convaincue que la véritable renaissance économique ne saurait se réaliser qu'à travers la mise en place d'infrastructures intégrées et modernes, à même de répondre aux aspirations des peuples du continent et de s'adapter aux défis d'un monde en mutation.

Par Sirine R.

Dans une allocution prononcée en son nom par le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, à l'ouverture des travaux du 3e Sommet sur le financement du développement des infrastructures en Afrique, qui se tient à Luanda sous la présidence de M. Joao Manuel Lourenço, président de la République d'Angola et président en exercice de l'Union africaine (UA), le Président Tebboune a souligné que l'Algérie «demeure convaincue de l'unité du destin africain et attachée aux principes de solidarité et de fraternité».

Il a rappelé, dans ce cadre, que l'Algérie avait initié des mégaprojets stratégiques à dimension continentale, s'engageant à mobiliser les ressources locales et à s'ouvrir à des partenariats innovants et multilatéraux, en coopération avec les institutions financières régionales et internationales d'appui.

Projets structurants à vocation continentale

Le chef de l'Etat a également rappelé l'engagement de l'Algérie à jouer un rôle actif dans le soutien au développement africain, à travers le lancement et la mise en œuvre de projets prometteurs incarnant son intime conviction que la coopération et l'intégration constituent la voie la plus efficace pour parvenir à une prospérité commune.

Parmi ces mégaprojets, le président de la République a cité la route transsaharienne reliant l'Algérie à cinq pays africains, qui contribue au désenclavement des pays du Sahel, tout en transformant ce corridor en carrefour économique et commercial névralgique. Il a également évoqué le projet de raccordement du Sud algérien au réseau ferroviaire, dans le cadre d'une vision stratégique visant à étendre cette connexion aux pays voisins en appui à l'intégration régionale et au développement commun, le projet de route reliant Tindouf à Zouerate (Mauritanie), financé par l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement (AACISD), visant à faciliter la jonction entre l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest, ainsi que le projet de dorsale transsaharienne à fibre optique, visant à renforcer l'infrastructure numérique et à soutenir l'économie numérique au Sahel pour accompagner les mutations technologiques mondiales. Le président de la République a aussi mis en avant le projet de gazoduc transsaharien Nigeria-Algérie via le Niger, qui constitue un maillon stratégique de la coopération continentale dans le domaine énergétique et en matière de renforcement du partenariat Sud-Sud.

Des investissements nationaux structurants

À l'échelle nationale, le président de la République a rappelé que l'Algérie a mis en œuvre plus de 50 grands projets d'infrastructures, dans le cadre d'une stratégie ambitieuse de développement économique et de renforcement de la compétitivité.

Ces projets couvrent des secteurs essentiels, dont deux projets ferroviaires majeurs. Le premier, long de 950 km, relie la mine de fer de Gara Djebilet à Béchar ; le second, de 420 km, connecte le port d'Annaba à la zone minière de Djebel Onk (Tébessa), précise le chef de l'Etat, en citant également les cinq stations de dessalement de l'eau de mer, dont quatre déjà opérationnelles à Oran, Tipasa, El Tarf et Boumerdès (Cap Djinet), et une en cours de réalisation à Béjaïa. Parmi les autres projets, il a évoqué l'extension du métro d'Alger vers l'aéroport international et plusieurs nouveaux quartiers, pour améliorer la mobilité urbaine et réduire les émissions polluantes et un programme national de deux millions de logements.

Convaincue du rôle structurant des infrastructures dans la consolidation de la souveraineté économique africaine, le président de la République a appelé à adopter une vision claire dépassant le cadre des engagements politiques vers des mécanismes de mise en œuvre concrets, reposant sur l'accélération de la finalisation des projets continentaux majeurs inscrits dans l'initiative pour le développement des infrastructures en Afrique, selon un calendrier bien défini, tout en assurant un suivi politique et technique permanent aux plus hauts niveaux.

Il a également appelé à créer un mécanisme de coordination permanent entre les pays africains, l'UA et les institutions financières régionales, à même de garantir la bonne exécution des projets prioritaires et l'échange d'expertises techniques et financières. Pour ce faire, il importe de lever les obstacles techniques, procéduraux et de financement qui entravent l'avancement des grands projets, d'adopter une approche flexible qui tient compte des spécificités de chaque région, de renforcer le partenariat public-privé, de mobiliser les ressources africaines en premier lieu, avant de recourir aux financements étrangers, et d'encourager les solutions innovantes comme la création de fonds africains souverains communs, a dit le président de la République. Il a également souligné l'impératif d'accorder la priorité aux projets ayant un réel impact continental, à même de contribuer à la création d'emplois, d'interconnecter les économies et de soutenir la sécurité alimentaire, énergétique et numérique en Afrique.

Consciente de l'importance de la transformation numérique, l'Algérie œuvre au renforcement de son infrastructure technologique pour en faire un centre régional leader dans le domaine des télécommunications et de l'économie numérique en Afrique, lui permettant ainsi d'intégrer son économie dans les chaînes de valeur régionales et mondiales, a ajouté le président de la République. Et de souligner que la réalisation des objectifs de développement exige une volonté collective forte à même de traduire les paroles en actes et les intentions en réalisations concrètes sur le terrain, car, a-t-il dit, «les infrastructures ne sont pas de simples ouvrages d'architecture, mais un outil de changement et de transformation et le reflet de la volonté des pays de construire une Afrique nouvelle qui avance résolument vers la prospérité et la souveraineté».

«L'intégration continentale ne sera plus un slogan, mais une réalité vécue, lorsque nos projets continentaux deviendront le fruit d'une vision africaine authentique incarnant les ambitions de nos peuples et répondant, avec réalisme et responsabilité, à leurs défis socioéconomiques et environnementaux», a-t-il soutenu.

Le président de la République a, à ce titre, appelé à renforcer la coordination efficace entre l'UA et les Etats membres, en vue d'unir les efforts et d'accélérer la cadence de la mise en œuvre des projets prioritaires, tout en insistant sur la nécessité de mettre en place un mécanisme d'évaluation et de suivi périodique garantissant la transparence et la reddition des comptes, transformant ainsi les plans en résultats tangibles, à même de produire un impact réel sur la vie des peuples. Il a également réaffirmé l'intime conviction de l'Algérie que la construction de l'avenir ne saurait se faire sans la participation des véritables acteurs au processus de changement, à leur tête les jeunes, qui constituent le cœur battant du continent africain et l'élément le plus apte à l'innovation et au renouveau.

Abdelmadjid Tebboune a, par ailleurs, réitéré la pleine disposition de l'Algérie à continuer à œuvrer aux côtés de ses frères africains et des institutions de l'UA pour atteindre les grands objectifs du développement continental et consacrer l'intégration africaine.

HYDRAULIQUE

Les grands axes du programme 2026

Par S R.

Lors d'une réunion tenue lundi avec la Commission des Finances et du Budget de l'Assemblée populaire nationale, le ministre des Ressources en eau, Taha Derbal, a dévoilé les grands axes du projet de budget sectoriel pour l'année 2026. Le secteur hydraulique, crucial pour la sécurité alimentaire et la durabilité du développement en Algérie, bénéficiera d'un budget renforcé pour répondre aux défis de plus en plus pressants liés à la gestion des ressources en eau et à l'adaptation aux changements climatiques. Le projet de loi de finances pour 2026 prévoit une augmentation de 19 % par rapport à l'année précédente, avec un budget total de 370 milliards DA, dédié à l'extension des infrastructures hydrauliques et à la modernisation des réseaux de distribution d'eau. Cette hausse est notamment destinée à soutenir la mise en œuvre de nouvelles infrastructures pour la gestion de l'eau potable, l'irrigation et la prévention des inondations. Taha Derbal a souligné que la priorité sera donnée à l'extension des réseaux d'irrigation, l'entretien des barrages, ainsi qu'à l'amélioration de la gouvernance dans la gestion des ressources en eau. Le ministre a également indiqué que le programme de 2026 prévoit des investissements massifs dans la construction de nouvelles stations de dessalement et le développement de nouvelles technologies pour optimiser l'usage des eaux usées traitées.

Au cœur des préoccupations du ministre figure la sécurité de l'eau, un enjeu stratégique pour le pays, confronté à des défis majeurs liés à la pénurie des ressources en eau. M. Derbal a rappelé que les changements climatiques exacerbent la situation, avec des sécheresses prolongées et un besoin croissant en eau pour la population, l'agriculture et l'industrie. Il a mis en avant des mesures concrètes pour assurer une gestion durable de l'eau, notamment la protection des ressources en eau et le renforcement de l'efficience des systèmes de distribution. Le ministre a évoqué la création de stations supplémentaires de dessalement de l'eau de mer, en particulier dans les régions côtières, pour pallier la baisse des niveaux des nappes phréatiques et améliorer l'approvisionnement en eau potable.

Le secteur agricole, fortement dépendant de l'irrigation, verra également un soutien renforcé, avec la réhabilitation des réseaux d'irrigation et l'extension de nouveaux systèmes pour améliorer l'efficacité des terres agricoles. Le ministre a annoncé que 67 projets nouveaux d'irrigation, pour un montant de 43 milliards de DA, seraient lancés dans les prochaines années. Pour réduire les pertes d'eau, des mesures pour moderniser les infrastructures existantes et optimiser les pratiques d'irrigation seront également mises en place, notamment dans les zones rurales où l'accès à l'eau reste un défi permanent. L'un des axes forts de cette nouvelle politique est la gestion des eaux usées, un domaine qui a connu des progrès ces dernières années mais qui reste insuffisant face aux besoins croissants. Le ministre a annoncé la réhabilitation et l'extension des systèmes d'assainissement dans plusieurs régions du pays, ainsi que des projets d'envergure pour garantir la réutilisation des eaux usées dans l'agriculture et d'autres secteurs. Un budget spécifique de plus de 44 milliards de DA sera alloué à ces projets. La protection des villes contre les inondations figure également parmi les priorités du ministère. M. Derbal a précisé que des projets de réhabilitation des barrages et la construction de nouvelles infrastructures de protection seront mis en place pour éviter les dégâts matériels et humains liés aux phénomènes climatiques extrêmes.

TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES

Le ministre souligne la nécessité de renforcer le rôle du groupe Logitrans

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a souligné, lundi à Alger, la nécessité de développer l'activité du groupe de transport routier de marchandises et de logistique Logitrans, en vue de "renforcer son rôle dans la cartographie économique nationale", mettant en avant "ses perspectives prometteuses aux niveaux national et africain", indique un communiqué du ministère. Présidant une réunion de coordination avec les responsables de Logitrans, en présence des cadres de l'administration centrale du ministère, M. Sayoud a insisté sur la nécessité de développer l'activité de ce groupe public, d'améliorer les services de ses différentes filiales, de moderniser ses moyens logistiques et de renforcer ses relations commerciales avec ses partenaires, afin d'accélérer la cadence des projets en cours de finalisation, précise le communiqué. Ces instructions interviennent au regard du rôle du groupe en tant qu'acteur clé, garantissant la chaîne de valeur en matière de transport routier de marchandise et de logistique, selon la même source. Cette rencontre, qui fait suite à la récente installation du nouveau Directeur général de Logitrans, Said Arabet, s'inscrit dans le cadre du suivi des dossiers afférents au développement et à la modernisation du transport routier de marchandises et à la définition des priorités liées à l'activité de ce groupe stratégique.

CORPS DES WALIS ET WALIS DÉLÉGUÉS

Le Président Tebboune opère un mouvement partiel

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a opéré un mouvement partiel dans le corps des walis et walis délégués, indique lundi soir un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a opéré un mouvement partiel dans le corps des walis et walis délégués, conformément aux dispositions de l'article 92 de la Constitution. Ainsi, il a été mis fin aux fonctions de: M. Mustapha Koreich, wali de la wilaya de Mila Madame et Messieurs les walis dont les noms suivent ont été mutés au même poste comme suit : Foudil Douifi: de la wilaya de Laghouat à la wilaya d'Adrar Mohamed Benmalek: de la wilaya de Batna à la wilaya de Laghouat Houria Aggoune: de la wilaya de Guelma à la wilaya de Bouira Samir Chibani: de la wilaya d'Oran à la wilaya de Guelma Ali Moulay: de la wilaya de Tipasa à la wilaya de Béni Abbès Abdelkrim Lamouri: de la wilaya de Bouira à la wilaya d'Annaba Brahim Ouchene: de la wilaya de Blida à la wilaya d'Oran Fayçal Amrouche: de la wilaya d'In Guezzam à la wilaya de Mila Djamel Hashas: de la wilaya de Béni Abbès à la wilaya de Blida Ont été nommés Messieurs: Noureddine Refsa, wali délégué de Dar El Beida, nommé wali de la wilaya d'In Guezzam Amine Benchaoulia, wali délégué de la circonscription administrative de Sidi M'hamed, nommé wali de la wilaya de Tipasa Benahmed Riadh, wali délégué de la circonscription administrative de Boussaâda à M'sila, nommé wali de la wilaya de Batna. Il a été mis fin aux fonctions: Mahfoud Bouzertit, wali délégué de la circonscription administrative de Chéraga Ont également été nommés walis délégués Messieurs: Abdelfattah Benguergoura, secrétaire général de la wilaya de Sétif, nommé wali délégué de la circonscription administrative de Chéraga (Alger) Mahrez Mameri, secrétaire général de la wilaya de Constantine, nommé wali délégué de la circonscription administrative de Dar El Beïda (Alger) Zidi Abdelmalek, inspecteur général de la wilaya d'Alger, nommé wali délégué de la circonscription administrative de Sidi M'hamed (Alger) Zougari Nacer, secrétaire général de la wilaya de Biskra, nommé wali délégué de la circonscription administrative d'El Kantara (Biskra) Boudjezza Djamal, secrétaire général de la wilaya de Boumerdès, nommé wali délégué de la circonscription administrative de Bir El Ater (Tébessa) Amrani Attal, secrétaire général de la wilaya d'Illizi, nommé wali délégué de la circonscription administrative de Boussaâda (M'sila) Benbaba Ali Abdelkrim, chef de daïra de Ghazaouet, nommé wali délégué de la circonscription administrative d'El Aricha (Tlemcen) Khalfaoui Hamid, chef de daïra de Boudouaou, nommé wali délégué de la circonscription administrative de Ksar El Boukhari (Médéa)".

MEILLEURE VILLE TOURISTIQUE ÉMERGENTE EN AFRIQUE POUR L'ANNÉE 2025

Oran remporte le Golden award de l'AFASU

La ville d'Oran a remporté le Golden award de l'Union afro-asiatique (AFASU) de la meilleure ville touristique émergente en Afrique pour l'année 2025. Oran, la Radieuse, s'est distinguée parmi plus de vingt (20) villes africaines ayant participé à cette compétition continentale. Cette distinction reflète les importantes réformes qu'a connues le secteur touristique en Algérie au cours des dernières années. A ce propos, le président de la Fédération Nationale de l'Hôtellerie et du Tourisme (FNHT), M. Abdelouahab Boulefkhad, a indiqué que le choix d'Oran pour participer à cette compétition "s'est basé sur ses atouts touristiques majeurs, notamment ses infrastructures, ainsi que sur ses capacités organisationnelles importantes lors de l'accueil de plusieurs évènements économiques, politiques et sportifs d'envergure". Outre ses atouts naturels et ses infrastructures de qualité, Oran dispose d'un riche patrimoine historique, qui vient s'ajouter à l'ensemble des facteurs précités ayant permis à la ville de se hisser au sommet des villes touristiques émergentes en Afrique, autant de qualités qui la prédestinaient à occuper une place de choix sur la carte du tourisme international.

AVANCEMENT DU PROJET DE NUMÉRISATION DU SECTEUR DE LA SANTÉ

Ait Messaoudene et Benmouloud co-président une réunion d'évaluation

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a co-présidé, lundi, avec la Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, Meriem Benmouloud, une réunion consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement du projet de numérisation du secteur de la santé, indique un communiqué du ministère de la Santé. Lors de cette réunion, le ministre de la Santé a souligné "la nécessité d'une transition qualitative et effective vers un système de santé numérique intégré", à travers "l'interconnexion des établissements de santé au sein d'un réseau national unifié regroupant les différentes plateformes numériques et spécialités médicales", ce qui aura, selon lui, "un impact positif sur l'amélioration de la qualité des prestations de santé et sur la prise en charge optimale du patient au niveau des établissements sanitaires". Dans ce cadre, il a mis en exergue l'importance du "dossier électronique médical (DEM) du patient, étant "un axe central du processus de transformation numérique", car il permet "le stockage sécurisé de l'ensemble des données médicales du patient dans une base de données accessible à partir de tout établissement de santé à travers le territoire national, à travers la présentation de la carte nationale d'identité ou du numéro d'identification national du patient". M. Ait Messaoudene a aussi appelé à "l'activation complète du réseau national des plateformes prioritaires", comme la plateforme du système national de veille et d'alerte pour l'approvisionnement en produits pharmaceutiques, celles dédiées à la maintenance des équipements médicaux et à la radiothérapie, ainsi que d'autres applications contribuant à l'amélioration des performances et à la facilitation de la prise en charge des patients". Il a également souligné la nécessité de développer de nouvelles plateformes numériques visant à améliorer la performance et la gestion au sein du système de santé, à travers la création d'une "plateforme dédiée à la ressource humaine", et d'une autre "plateforme de formation continue", adaptée aux évolutions technologiques. Pour sa part, Mme Benmouloud a relevé "la disponibilité de son département à mobiliser toutes les ressources techniques et humaines pour accompagner le secteur de la Santé dans le processus de transformation numérique en tant que secteur stratégique et sensible", rappelant à ce titre que la numérisation facilitera aux citoyens l'accès à des services de santé de haute qualité.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,60	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1410,00	0,00	-0,16	-0,34	9,07	5,52	4429	6 244 890,00
BIOPHARM	BIO	2 460,00	NC	0,00	0,34	2,22	6,54	6,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 260,00	2265,00	0,22	6,09	0,36	10,80	5,52	143604	325 263 060,00
EGH El Aurassi	AUR	380,00	NC	0,00	-3,89	-4,93	4,80	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	0,58	-0,42	3,78	5,25	0	0,00

133,6 MILLIARDS DA ALLOUÉS AU MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE DANS LE PLF 2026

Cap sur un mix énergétique renforcé par les EnR

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a réaffirmé, lundi à Alger, la détermination du gouvernement à faire des énergies nouvelles et renouvelables un pilier central du futur énergétique national. S'exprimant devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), lors de l'examen du budget de son secteur inscrit au Projet de loi de finances (PLF) 2026, le ministre a souligné que le développement des énergies propres constitue une priorité stratégique pour l'État, visant à atteindre un mix énergétique équilibré et durable, mobilisant l'ensemble des ressources disponibles.

Par Réda Hadi

En présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, et sous la présidence de Mohamed Benhachem, M. Adjal a précisé que « la nouvelle organisation du secteur permettra au ministère de concentrer ses efforts sur l'accélération de la réalisation des objectifs fixés ». Ces derniers reposent sur la diversification des ressources énergétiques et sur l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le bouquet national.

Le ministre a rappelé, à ce titre, le lancement du vaste programme de production de 15 000 MW d'énergies renouvelables à l'horizon 2035, dont la première phase, d'une capacité de 3 200 MW, est déjà en cours de mise en œuvre dans 14 wilayas. Cette première étape, a-t-il indiqué, s'accompagne de projets de raccordement des zones éloignées — notamment dans le Sud — au réseau électrique national, grâce à des centrales solaires photovoltaïques hors réseau et des systèmes autonomes.

Outre son impact environnemental, ce programme contribuera, selon M. Adjal, à économiser le gaz naturel, tout en créant une industrie nationale intégrée dans la chaîne de valeur des énergies renouvelables.

Il soutiendra également la montée en puissance de l'hydrogène vert, stimulent les exportations d'électricité verte et réduira l'empreinte carbone du pays.

S'agissant des régions du Sud, le ministre a rappelé que l'État continue de soutenir les citoyens des wilayas du Sud et de trois wilayas des Hauts-Plateaux — Djelfa, El Bayadh et Naâma — à travers la subvention annuelle de la facture d'électricité, pour un montant dépassant 20 milliards de dinars par an. Ce mécanisme vise à atténuer les disparités régionales et à garantir un accès équitable à l'énergie. En ce qui concerne la transition énergétique, Il a rappelé que l'hydrogène, en est le vecteur d'avenir, et que la concrétisation de la stratégie nationale en la matière nécessite la mise en place d'un cadre réglementaire et institutionnel clair, la qualification du capital humain, le transfert technologique et la mobilisation de financements adaptés.

L'Algérie, a-t-il poursuivi, a déjà entamé la deuxième phase de mise en œuvre de sa feuille de route nationale, centrée sur des projets pilotes menés par Sonelgaz et Sonatrach. Des études de faisabilité technique et économique sont en cours pour évaluer le potentiel du pays dans la production d'ammoniac vert et de carburants alternatifs durables. Parmi les projets structurants, le ministre a évoqué le Corridor Sud pour le transport de l'hydrogène "SoutH2 Corridor", qui reliera l'Algérie à l'Allemagne via l'Italie et l'Autriche. Un accord a été signé avec plusieurs compagnies européennes pour étudier les modalités de raccordement et de commercialisation de l'hydrogène algérien sur les marchés du nord de la Méditerranée.

Abordant la coopération régionale, M. Adjal a salué les efforts de Sonelgaz dans le renforcement des interconnexions électriques entre les différentes régions du pays, mais aussi avec plusieurs pays africains. L'objectif est de garantir la sécurité de l'approvisionnement, réduire les coûts et améliorer la stabilité du réseau national, tout en facilitant l'intégration progressive des énergies renouvelables.

Dans un contexte plus global, le ministre a souligné la volonté de l'Algérie de partager son expertise énergétique avec ses partenaires africains, à travers la réalisation conjointe de projets d'électricité, d'ingénierie, de développement et de fourniture d'équipements. Sonelgaz, a-t-il indiqué, a déjà exporté 2 663 GWh d'électricité ainsi que divers matériels vers la Tunisie, la Libye, l'Italie et l'Irak, pour une valeur globale de 38,87 milliards de dinars.

Concernant le budget du secteur pour l'exercice 2026, M. Adjal a annoncé une enveloppe globale de 133,6 milliards de dinars, destinée en priorité au raccordement en électricité et en gaz, à la promotion des énergies renouvelables, à la maîtrise de l'énergie et à l'accompagnement des nouvelles wilayas dans leur développement énergétique.

Cette enveloppe financière traduit la volonté des pouvoirs publics de faire de la transition énergétique un levier de croissance durable, tout en assurant un accès équitable à l'énergie sur l'ensemble du territoire.

CHUTE DES PRIX DE LA POMME DE TERRE

Les agriculteurs tirent la sonnette d'alarme

Par M. A.

La pomme de terre, produit phare des marchés algériens, traverse une crise paradoxale : alors que la récolte 2025 s'annonce historiquement abondante, les prix se sont effondrés à des niveaux jamais observés. Dans plusieurs wilayas, notamment à Laghouat, le kilogramme se négocie entre 15 et 20 dinars, un prix qui ne couvre même pas les coûts de production. Une situation que les professionnels qualifient de « catastrophique », tant ses répercussions menacent la pérennité de toute une filière. Selon Achène Kodmani, président de la Fédération nationale des producteurs de pommes de terre, « la production a augmenté d'environ 30 % cette saison grâce à des conditions climatiques exceptionnellement favorables ». Le rendement moyen a atteint 400 quintaux par hectare, contre 300 quintaux seulement l'an passé. Une performance agricole saluée sur le plan technique, mais qui s'est traduite par une saturation du marché et une chute brutale des prix. « Nous nous attendions à une baisse, mais pas à ce point. Le marché est inondé et les producteurs vendent à perte », a-t-il déploré au micro d'Echourouk News.

Pour limiter les dégâts, le ministère de l'Agriculture a chargé la société publique SARPA de racheter la production à un prix plancher de 60 dinars le kilogramme, une mesure de soutien jugée «indispensable mais insuffisante ». Car au-delà de la conjoncture, c'est toute la structuration du marché qui est mise en cause : faiblesse du stockage, absence d'industrie de transformation, manque de planification et de coordination entre les différents acteurs. « Cette abondance ne devrait pas être synonyme de crise », a expliqué Kodmani, plaidant pour « le développement urgent d'usines de transformation et la conclusion de contrats de commercialisation ou d'exportation à long terme ».

Il a rappelé que le stockage reste un maillon faible : « Si nous pouvions conserver la pomme de terre jusqu'à 24 mois, nous éviterions ces fluctuations brutales ».

De son côté, El Hadj Djilali, président de la Chambre d'agriculture de la wilaya d'Aïn Defla, met en garde contre les conséquences à long terme : « Aujourd'hui, c'est le producteur qui paie la facture, mais demain ce sera le consommateur. Si le fellah renonce à planter, les prix flamberont à nouveau ».

Il a appelé à « refonder la politique agricole sur des bases professionnelles solides » et à « instaurer une stratégie de régulation associant l'État, les chambres agricoles et les organisations de producteurs ».

Cette situation contraste fortement avec celle d'il y a à peine quelques mois, lorsque la pomme de terre atteignait 150 à 170 dinars le kilogramme à cause d'une pénurie provoquée par le manque d'eau. Depuis, les producteurs se sont déplacés vers les régions sahariennes, notamment Laghouat, Naâma et El Bayadh, où la disponibilité hydrique a permis d'étendre les surfaces irriguées. Si cette expansion a favorisé la hausse des rendements, elle a aussi conduit à une surproduction incontrôlée, aggravée par l'absence de régulation du marché.

Autre conséquence, la qualité du produit suscite des critiques. « Il existe plusieurs variétés, certaines destinées à la consommation directe, d'autres à l'industrie. Mais faute de tri et d'orientation claire, tout se retrouve sur les étals », a reconnu Djilali, tout en assurant que « le potentiel du sol algérien reste exceptionnel si la filière est correctement encadrée ».

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA MODERNISATION DE L'AGRICULTURE

Appel à développer les coopératives agricoles et à lutter contre le morcellement des terres

Par R E.

Les participants aux ateliers organisés dans le cadre de la Conférence nationale sur la modernisation de l'agriculture, tenue lundi à Alger, ont appelé à développer les coopératives agricoles et à encourager les agriculteurs à y adhérer, en luttant contre le morcellement des terres afin de stimuler l'investissement agricole et l'orienter vers les besoins nationaux. Les participants à l'atelier sur la clarification et la réglementation du statut foncier des exploitations agricoles pour promouvoir l'investissement et développer les zones rurales, tenu avec la participation de cadres du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, ont appelé à encourager les agriculteurs à adhérer aux coopératives agricoles qui revêtent une importance capitale et ont prouvé leur efficacité dans de nombreux pays développés, dans le domaine agricole. Selon les participants, l'attraction des agriculteurs vers les exploitations agricoles implique la mise en place d'une série d'incitations, à l'instar du développement de l'activité des coopératives et la facilitation de leur accès au crédit, tout en leur conférant la prérogative de déterminer les superficies allouées à chaque culture avec la prise en charge de la commercialisation. La question de la récupération légale et effective des terres agricoles domaniales non-exploitées et de leur redistribution immédiate et périodique a également été évoquée, appelant au remembrement des terres agricoles et à la lutte contre leur morcellement. Par ailleurs, le directeur général du l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), a appelé dans son intervention lors de l'atelier consacré à l'intensification et à l'amélioration de la production dans les filières stratégiques pour accroître le rendement et assurer une sécurité alimentaire durable, à encourager la production et le développement de semences, tout en créant un mécanisme de partage d'expériences entre agriculteurs, notamment en ce qui concerne l'agriculture dans les wilayas du Sud. Les participants à cet atelier ont souligné l'importance du rôle de l'ingénieur agronome au niveau des exploitations agricoles, afin d'assurer le respect du parcours technique et de garantir une meilleure qualité et un meilleur rendement dans les différentes cultures.

KHENCHELA

Vers la plantation de 1,5 million d'arbustes dans le cadre du programme du barrage vert 2025-2026

La conservation des forêts de la wilaya de Khenchela projette la plantation de 1,5 million d'arbustes dans le cadre du programme du barrage vert pour la saison 2025-2026, a-t-on appris lundi auprès de son responsable, Bachir Bahri.
Le même responsable a précisé à l'APS que dès l'achèvement des procédures administratives et légales de l'appel d'offres de l'opération de reboisement, il sera procédé au lancement de la plantation de diverses variétés d'arbres forestiers sur une aire de 900 hectares répartis sur neuf (9) communes de la wilaya.
Les communes concernées par l'opération de reboisement du barrage vert sont Lemsara, Bouhmama, Tamza, Djellal, Babar, Chechar, Khirène, El Mehmel et Ouled Rechache, selon la même source.
Les espèces d'arbres à planter sont le pin d'Alep, le pistachier de l'Atlas, le cyprès vert et l'olivier en fonction qui sont adaptées à la nature de cette wilaya, selon encore la même source.
L'objectif de ce programme est de lutter contre la désertification, améliorer la production végétale et générer de la richesse et des opportunités de travail, a affirmé le conservateur des forêts qui a indiqué que l'enveloppe financière mobilisée pour cette opération de plantation avoisine les 400 millions

ILLIZI

Divers projets pour impulser une dynamique de développement à Tarat

De nombreux projets sont en cours de réalisation dans la localité frontalière de Tarat (200 km à l'Est d'Illizi) afin d'impulser une dynamique de développement et de répondre aux attentes des citoyens, a-t-on appris lundi des services de la wilaya.
Parmi ces projets retenus au programme d'une récente visite officielle, figure la réalisation de 30 logements publics locatifs (LPL) pour l'exercice 2024, un collège de l'enseignement moyen (CEM) type 04/200 repas et un poste avancé de la Protection civile avec un logement de fonction, a précisé la même source.
Les autorités locales ont, à cette occasion, inauguré une salle de soins, avant d'inspecter le chantier d'un château d'eau d'une capacité de 5.000 m3, ainsi qu'une cantine scolaire à l'école primaire Ibn-Sina, a-t-on fait savoir.
Ces projets s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à améliorer les conditions de vie des habitants des zones reculées, a-t-on indiqué.

CHLEF

Lancement d'une campagne de réparation des fuites sur la conduite principale d'adduction d'eau

Les services de l'unité de Chlef de l'Algérienne des eaux (ADE) ont lancé, lundi, une vaste campagne de réparation des fuites d'eau sur la conduite principale d'adduction d'eau relevant de la Station de dessalement d'eau de mer (SDEM) de Mainis (commune de Ténès), a-t-on appris auprès de cette entreprise.

L'opération a débuté au niveau de l'un des points recensés à proximité de la RN19, à l'entrée-Nord d'El Kherba, commune de Bouzeghaïa, mobilisant tous les moyens matériels et humains nécessaires, avec la participation d'équipes issues de sept (7) wilayas voisines, dont Ain Defla, Relizane, Mostaganem, Médéa et Blida.
Selon le chargé de communication de cette unité, Miloud Baghdoud, cette campagne s'inscrit dans le cadre des orientations de la direction générale de l'ADE visant à éliminer les fuites d'eau, à récupérer les volumes perdus et à garantir un approvisionnement stable des communes alimentées à partir de la Station de dessalement d'eau de mer.
Les équipes techniques de l'ADE ont recensé plus de 20 points de fuite sur le réseau de la conduite principale d'un diamètre de 1.500 mm, acheminant l'eau de la SDEM de Mainis vers 27 communes. Il a, à cette occasion, appelé les citoyens à s'associer à cette campagne et à signaler toute fuite constatée sur le réseau de distribution.
D'une durée de quatre jours, cette opération coïncide avec l'arrêt de la production à la SDEM de Mainis à compter d'aujourd'hui lundi et pour une durée de quatre jours, en raison des travaux de maintenance contractuelle périodique effectués par la société exploitante de la station.
Les mêmes services ont informé qu'un programme spécial a été mis en place afin de compenser le programme habituel d'alimentation en eau potable dans ces communes, en fonction des ressources disponibles, et que le programme habituel de distribution d'eau reprendra progressivement dès l'achèvement des travaux et le remplissage des réservoirs et des conduites de distribution.

NÂAMA

Inauguration et lancement de plusieurs projets de développement

Plusieurs projets de développement ont été lancés et d'autres inaugurés, lundi dans différentes communes de la wilaya de Nâama, dans le cadre du programme de commémoration du 71? anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération nationale.
Les autorités locales civiles et militaires, accompagnées de membres de la famille révolutionnaire, ont procédé au village de Drâa Es-Sâa, dans la commune de Moghrar, à la pose de la première pierre pour la réalisation d'un collège d'enseignement moyen (CEM), ainsi qu'à la mise en service d'un bureau de poste baptisé du nom du moudjahid Boushaba Miloud, réalisé dans le cadre du programme communal de soutien au développement.
Avec cette nouvelle infrastructure, le nombre total de bureaux de poste dans la wilaya s'élève désormais à 58, a indiqué Ahmed Benadda, directeur de l'unité d'Algérie Poste de Nâama.
Toujours à Moghrar, les travaux d'aménagement d'une zone d'activités économiques au profit des investisseurs porteurs de projets ont été lancés. Cette opération vise à dynamiser l'investissement local et à encourager les jeunes à créer leurs propres entreprises, indique-t-on. Les travaux portent sur le terrassement du terrain, la réalisation des routes et des réseaux divers, a précisé le directeur de l'Industrie de la wilaya, Benattou Nadjib Abderrahim.
La même collectivité locale a également bénéficié du lancement des travaux de réhabilitation du chemin de wilaya N 8 (CW8) sur un tronçon de 9,5 km reliant les villages de Draâ Es-Sâa et Kalâat Cheikh-Bouâmama, ainsi que de la mise en service d'un terrain de proximité au quartier Kadouri Abderrahmane.
Dans la commune de Sfissifa, la première pierre a été posée pour la réalisation d'un CEM au niveau du quartier des logements ruraux, tandis qu'à Aïn Sefra, il a été procédé au lancement des travaux d'aménagement du lotissement social de 498 lots destinés à l'auto-construction, ainsi qu'à la mise en service d'une annexe communale au quartier Eddalâa et d'un terrain de football de proximité au quartier "17 Octobre".
A l'occasion de cette date historique, les autorités locales ont également rendu visite à plusieurs moudjahidine afin de s'enquérir de leur état de santé et ont honoré les familles de chouhada à leurs domiciles.

LOGEMENTS

Tlemcen bénéficie d'un quota de 1.170 logements publics locatifs

La wilaya de Tlemcen a bénéficié, durant 2025, d'un quota de 1.170 logements publics locatifs, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya.
Sur ce total de logements, les travaux de construction de 700 logements ont été lancés, tandis que 470 logements similaires répartis sur les différentes communes de la wilaya seront lancés prochainement en travaux.
Les logements en cours de réalisation seront réceptionnés progressivement à partir de juillet prochain, et les listes des bénéficiaires seront publiées à partir de juin, de sorte que l'opération se poursuivra jusqu'à fin 2026, a-t-on ajouté.
Par ailleurs, 130 logements de la formule promotionnel aidé (LPA) sont en cours d'achèvement, tandis que les travaux d'un projet de 150 logements de la même formule dans le quartier Oudjlida, dans la commune de Tlemcen, ont été achevés et devront être distribués début novembre, a-t-on conclu.

SIDI BEL-ABBES

Achèvement des travaux de réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 20.000 m³ à Sidi Lahcen

Les travaux de réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 20.000 mètres cubes dans la commune de Sidi Lahcen (wilaya de Sidi Bel-Abbes) sont achevés, en attendant sa mise en service prochaine, a-t-on appris des services de la wilaya.
Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts visant à améliorer l'alimentation en eau potable des habitants, a-t-on indiqué de même source.
Selon la cellule de communication et d'information de la wilaya,
le wali, Kamel Hadji, a inspecté, lundi, le projet, qui permettra de recevoir les volumes supplémentaires d'eau provenant du projet de dessalement de l'eau de mer destiné à approvisionner en eau potable les communes du nord de la wilaya.
Cette infrastructure constituera ainsi un soutien important au réseau de distribution et contribuera à une amélioration tangible de la qualité de l'approvisionnement en eau, a-t-on indiqué.
Le même responsable a souligné, en marge de la visite, que "ce projet représente un acquis majeur de développement pour la région et contribuera à renforcer les capacités de la wilaya à faire face à la demande croissante en eau", insistant sur "la nécessité d'une exploitation efficace de ces infrastructures vitales au service du citoyen".
A noter que cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi par le wali des projets du secteur de l'hydraulique à travers les différentes communes de la wilaya.
A cette occasion, les responsables du secteur des ressources en eau ont présenté des explications techniques sur le projet et sur ses retombées attendues en matière d'amélioration de l'approvisionnement en eau potable.

Quand les capitaux de la Big Tech dictent la politique américaine

Alors que Donald Trump s'attaque aux libertés civiles et au filet de sécurité sociale, les Démocrates ne savent plus quoi faire. La domination continue du capital sur les deux partis et les machinations de la Big Tech en particulier sont essentielles pour comprendre notre crise politique, affirme Thomas Ferguson.

4e partie

Par Thomas Ferguson (*)

Même si ces derniers finissent par voir le jour, un peu comme tous les câbles de télécommunication posés dans les années 90. Tout cela explique pourquoi la crise actuelle que traverse le parti démocrate est si grave. J'ai rédigé un document de référence sur le New Deal qui disait : Les industries à forte intensité en capital étaient prêtes à cohabiter avec les syndicats même si elles ne les aimaient pas, car elles voulaient le libre-échange. Cela a défini une stratégie politique très efficace pendant toute une génération. La situation actuelle n'est pas comparable. Les gens de la tech considèrent les syndicats comme leurs ennemis et vice versa, et ce pour de très bonnes raisons de part et d'autre. L'idée que les grandes entreprises du secteur de la tech vont concevoir une myriade de moyens pour rendre la technologie utile et peu coûteuse pour le commun des mortels… Je ne vois pas les choses comme cela. La réaction à la réglementation qui a poussé tant de titans de la technologie vers Trump a déjà tué la règle « click-to-cancel » (cliquez pour annuler) que la Federal Trade Commission avait mise en place et a, je pense, affecté le cours des procès antitrust à l'encontre de Google. Ni les Démocrates ni les Républicains n'ont fait d'efforts sérieux pour protéger la vie privée. Les logiciels permettant aux propriétaires de passer des accords pour fixer les prix des appartements sont une réalité ; et indépendamment de quelques gestes, les locataires n'ont rien de similaire. Comme l'IA permet aux entreprises de modifier les prix à un coût pratiquement nul et d'intégrer des informations sur des consommateurs spécifiques dans les prix affichés, la « tarification dynamique » va rapporter beaucoup d'argent aux entreprises. Storm et moi-même l'avons souligné lors de l'inflation à l'époque de Biden, mais la plupart des autres gens l'ont ignoré. Le problème très clair qui se pose est de savoir comment protéger les travailleurs de ce qui est essentiellement du taylorisme plaqué or, ou, si vous travaillez à domicile, une version high-tech de l'ancien système de mise à l'écart. L'urgence de cette question va croître de manière exponentielle au cours des prochaines années. Nous savons déjà que les compagnies d'assurance médicale utilisent l'IA pour décourager les consommateurs désespérés qui cherchent à faire appel suite à un refus de couverture. Et elles ne font que s'échauffer : il y a peu, le directeur d'une entreprise spécialisée dans l'IA m'a raconté qu'il recevait fréquemment des demandes pour de nouveaux logiciels de ce type. Ce problème nécessite de toute urgence une réponse politique, mais je n'entends rien de la part des Démocrates tenant de l'abondance.Les Démocrates doivent cesser de se vanter de l'Obamacare. Il n'a jamais été si génial que cela et, de toute façon, ça c'était à l'époque, mais aujourd'hui c'est aujourd'hui. Mon collègue Phillip Alvelda a raison de souligner que les énormes frais généraux qui s'accumulent concernant les soins de santé impliquent qu'il se pourrait que les États bleus commencent à expérimenter des idées beaucoup plus audacieuses pour les restructurer. Soit dit en passant, au moins certaines de ces initiatives pourraient tirer parti de la logique du profit : l'approche innovante de Mark Cuban en matière de distribution de produits pharmaceutiques mérite d'être examinée ici [En mai 2020, il fonde l'entreprise pharmaceutique à but lucratif CostPlus, qui se donne pour mission de vendre des médicaments génériques à prix cassés, car selon Mark Cuban, « tout le monde devrait avoir accès à des médicaments sûrs, bon marché et ayant des prix transparents », NdT].

Il est grand temps d'utiliser de manière beaucoup plus pointue les données relatives à l'espérance de vie. Steven Woolf et d'autres chercheurs ont publié des études très détaillées sur l'espérance de vie au fil du temps. Nous savons non seulement que les États-Unis sont depuis longtemps à la traîne des autres pays en ce qui concerne l'augmentation de l'espérance de vie, mais aussi que lorsque l'on segmente par État et par comté, les juridictions républicaines s'en sortent beaucoup moins bien.

Il en ressort que pour les États bleus, rompre avec les Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC) sur les vaccins est un début nécessaire mais il est loin d'être suffisant. S'attaquer aux questions de soins de santé et d'assurance est également une solution gagnante sur le plan électoral. Avec la sécurité sociale, ces questions ont un énorme attrait pour le grand public.

Nick French : Je voulais revenir sur l'idée qu'il existe une impasse fondamentale au sein du parti. Si je comprends bien, au sein de la coalition démocrate, cette impasse oppose le capital, en particulier le capital technologique, et le travail.

Thomas Ferguson : Oui. Randi Weingarten, directrice de la Fédération américaine des enseignants (AFT), vient de démissionner du Comité national démocrate (DNC), tout comme Lee Saunders, directeur de la Fédération américaine des employés de l'État, des comtés et des municipalités (AFSCME). Le DNC est désormais presque entièrement composé de lobbyistes d'entreprises ou d'anciens titulaires de postes et d'apparatchiks. Un sondage publié récemment suggère que les électeurs pensent que les Démocrates sont plus corrompus que les Républicains.

Mais un élément particulièrement important à surveiller est ce qui se passe au niveau des crypto-monnaies. Pour les entreprises de haute technologie, la crypto fait partie de leur ADN. Bon nombre des premiers innovateurs les plus performants ont travaillé sur les systèmes de paiement et les problèmes connexes, et ils sont rancuniers à l'égard de la finance conventionnelle et de la Réserve fédérale. Bien que cela paraisse farfelu, il me semble évident qu'il y en a plus d'un qui pense que les crypto pourraient un jour remplacer non seulement les banques, mais même le dollar, peut-être grâce au bitcoin ou un autre artifice. Ce sujet est vaste et complexe, et nous ne pouvons qu'en effleurer la surface. Tout d'abord, une grande partie de ce secteur est au mieux une forme de pari dans lequel la société concernée est destinée à être la grande gagnante (voir la monnaie même) ou quelque chose de bien pire : par exemple, faciliter les ransomwares, la traite des êtres humains, et tout autre abus. En ce moment, la dernière chose dont on ait besoin est d'un assouplissement de la réglementation financière. Les stablecoins présentent un ensemble différent de défis. Je n'y suis pas totalement opposé, mais il faut se demander dans quelles conditions il est possible d'avoir une activité de stablecoins non prédatrice. Il est intéressant de noter que l'autorité monétaire de Hong Kong a récemment mis en place des règles pour les stablecoins avec des impératifs forts d'une « connaissance de son client ». Immédiatement, les défenseurs des stablecoins et autres crypto-monnaies ont commencé à affirmer que ces règles entraveraient l'adoption des stablecoins. De nombreux partisans des crypto-monnaies ne souhaitent pas en savoir trop sur leurs clients. Une grande partie de l'attrait des crypto-monnaies vient du fait qu'elles rendent service aux fraudeurs et autres rançongiciels.

Dès qu'on commence à créer de nouvelles composantes de masse monétaire, le risque est grand de voir surgir de graves problèmes. Et ces évolutions s'inscrivent dans un contexte marqué par d'importantes mesures de libéralisation de la réglementation bancaire et des technologies financières, ainsi que par une « course vers le bas » au niveau international en matière de normes réglementaires. Aux États-Unis, les mesures visant à affaiblir la réglementation s'accompagnent également de nouvelles mesures visant à accroître le soutien monétaire de l'État en cas d'urgence, ce qui revient en fait à mettre en place un système d'assurance à payeur unique pour le secteur financier.

L'administration Trump n'a pas été performante en matière de cybersécurité. Elle a radicalement remanié et réduit le rôle de l'Agence pour la cybersécurité et la sécurité des infrastructures (CISA). Dans un monde où la plupart des rançons de ransomware sont payées en bitcoins, cela devrait être un signal d'alarme, à tout le moins. L'attrait des crypto-monnaies aux États-Unis s'explique en partie par l'importance des envois de fonds à l'étranger concernant des communautés dont de nombreux travailleurs immigrés soutiennent les membres de leur famille dans d'autres pays. Les frais bancaires américains pour les transferts sont plutôt élevés. Les autres canaux ne sont pas non plus toujours très attrayants. Cela a rendu l'idée des crypto-monnaies plus attirante qu'elle ne le serait si les efforts visant à inciter les banques à accorder plus d'attention aux personnes non bancarisées avaient été couronnés de succès. Le manque d'intérêt de la plupart des banques pour les clients les plus pauvres a contribué à cette situation. La concurrence a échoué dans ce domaine, comme dans celui des cartes de crédit. Les frais liés à celles-ci sont trop élevés. La plupart des cartes sont utilisées par des personnes plus aisées, mais tout le monde paie les mêmes frais. Cela a tendance à faire augmenter les frais pour les pauvres aussi. Nous n'avons pas fait assez pour les services bancaires aux personnes à faibles revenus ; seuls quelques Démocrates se sont vraiment penchés sur la question. Les stablecoins étant désormais considérés comme un moyen pour s'attaquer à ce problème, on se retrouve avec des crypto-Démocrates qui prônent cette approche, tout en recevant des sommes considérables de ce secteur. Les contributions des crypto-monnaies à Chuck Schumer, Hakeem Jeffries, au Comité de campagne du Congrès démocrate et aux partis d'État sont désormais très importantes. Mes collègues et moi-même aurons davantage à dire à ce sujet lorsque nous aurons terminé nos travaux en cours. Nous expliquerons comment tout cela fonctionne, en particulier lorsque l'informatique quantique et ses menaces pour la sécurité se développent. À l'heure actuelle, la dernière chose dont nous ayons besoin, c'est d'un assouplissement de la réglementation financière.

Nick French : La question des crypto-monnaies est intéressante, dans la mesure où Donald Trump est pour beaucoup de gens un « crypto-président ». Il a évidemment beaucoup déréglementé, mais vous êtes en train de nous dire que les crypto-monnaies ont également une forte emprise sur le parti démocrate.

Thomas Ferguson : Oui, c'est quelque chose que tout le monde peut constater. Notez que le GENIUS Act, qui vient d'être adopté et qui a permis la création des stablecoins, a recueilli 102 voix démocrates à la Chambre des représentants.

(A suivre)

DE L'OR NOIR À L'ÈRE NUMÉRIQUE

L'IA comme nouveau levier de croissance pour l'économie saoudienne ?

Lancée en 2019 par la SDAIA, la stratégie nationale saoudienne d'intelligence artificielle (IA) a franchi un nouveau cap cette année avec la création de HUMAIN, société financée par le PIF à hauteur de 100 Md USD. Selon PwC, l'IA pourrait représenter jusqu'à 12,4 % du PIB d'ici 2030, justifiant le rôle central que le Royaume entend lui donner. L'Arabie se classe déjà 14ème au niveau mondial en capacité en IA, devant les EAU. Mais derrière ces résultats, des fragilités subsistent : une adoption encore insuffisante par le secteur privé, un cadre réglementaire à consolider, et une dépendance marquée vis-à-vis des États-Unis, qui constitue à la fois un levier d'accès aux technologies de pointe et un risque pour la souveraineté technologique saoudienne L'Arabie saoudite a choisi de centraliser sa politique d'IA en articulant une gouvernance institutionnelle confiée à la SDAIA et une capacité d'investissement incarnée par le PIF.

La Saudi Data & AI Authority (SDAIA), créée en 2019, pilote la National Strategy for Data & AI (NSDAI), avec une enveloppe initiale de 20 Md USD, qui vise à positionner le Royaume parmi les 15 premiers pays mondiaux en matière d'IA d'ici 2030, à former 20 000 spécialistes et à favoriser la création de plus de 300 start-ups d'IA[vi]. Certains objectifs sont d'ores et déjà atteints, l'Arabie saoudite se classant 14ème au niveau mondial en capacité en IA et premier pays arabe du classement.

La stratégie nationale est accompagnée par des investissements considérables, en témoignent l'engagement du Fonds souverain saoudien (PIF), avec la création d'un fonds de 40 Md USD spécifiquement dédié aux technologies d'IA, et le lancement de sa société HUMAIN, dotée d'une enveloppe cible de 100 Md USD et illustrant la volonté de Riyad de ne pas seulement adopter des solutions importées, mais aussi de produire ses propres technologies.

TUNISIE

868 millions de dinars pour transformer les quartiers populaires

Le ministre de l'Équipement et de l'Habitat, Salah Zouari, a présidé lundi 27 octobre 2025 à Tunis une journée d'étude organisée à l'occasion de la Journée mondiale et arabe de l'habitat et de la Journée mondiale des villes.

L'événement a réuni Aïda Rabbana, cheffe du bureau régional du Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) pour le Maghreb, ainsi que plusieurs responsables d'administrations centrales et régionales, des experts, des représentants d'organisations publiques et privées et des professionnels du secteur.

Dans son allocution d'ouverture, Salah Zouari a rappelé que la politique nationale du logement repose sur le principe du « logement décent pour tous », à travers plusieurs programmes publics destinés aux ménages à faibles et moyens revenus. Parmi ces initiatives figurent notamment le Fonds de promotion du logement pour les salariés, le programme de logement social, le programme du premier logement et le Fonds national d'amélioration de l'habitat.

Le ministre a annoncé, par ailleurs, la mise en œuvre dès 2026 d'un nouveau mécanisme de location-vente, intégré au projet de loi de finances 2026, permettant aux salariés d'accéder progressivement à la propriété. Les terrains destinés à ce programme seront attribués symboliquement à un dinar aux promoteurs publics, afin d'encourager la construction de logements accessibles.

Une stratégie renouvelée pour l'aménagement du territoire

Salah Zouari a indiqué que le ministère accorde désormais la priorité à l'Agence foncière de l'habitat pour l'acquisition de terrains relevant du domaine public ou des collectivités locales, afin de développer de nouveaux lotissements sociaux destinés aux familles à revenus modestes.

Le ministre a également annoncé que la première phase de la révision de la stratégie nationale du logement est désormais achevée. Les travaux de mise à jour du schéma directeur d'aménagement du territoire national sont en cours et concernent 482 plans d'aménagement répartis sur 298 municipalités. Cette refonte vise à instaurer une nouvelle approche de planification urbaine, davantage axée sur la durabilité, la proximité et la cohérence territoriale.

Concernant le patrimoine immobilier existant, les textes d'application de la loi sur les bâtiments menaçant ruine seront publiés prochainement. Le ministère prépare également un programme de réhabilitation des centres urbains anciens, destiné à préserver et valoriser les quartiers à forte valeur patrimoniale et architecturale. 868 millions de dinars pour la réhabilitation des quartiers d'habitation

Salah Zouari a profité de cette journée pour annoncer le lancement du deuxième programme national de réhabilitation et d'intégration des quartiers d'habitation, qui concernera 160 quartiers répartis sur 99 municipalités, pour un coût global estimé à 868 millions de dinars.

Ce programme vise à améliorer les conditions de vie dans les zones populaires à travers l'aménagement des infrastructures, l'éclairage, l'assainissement et la création d'équipements collectifs.

En conclusion, le ministre a souligné que la réussite de la politique nationale du logement dépend d'une meilleure coordination entre les ministères, les institutions publiques et les acteurs du secteur privé, afin de relever les défis économiques et sociaux et de garantir à chaque citoyen un logement digne et durable.

EGYPTE

EKH cèdera la totalité de sa participation dans Delta Insurance au marocain Wafa Assurance

La transaction devrait permettre au groupe marocain, qui opère déjà dans la branche de l'assurance vie en Egypte, d'étendre ses activités aux segments de l'assurance dommages et santé.

Egyptian Kuwaiti Holding (EKH), a annoncé, dans un avis soumis au régulateur de la Bourse du Caire le jeudi 23 octobre 2025, avoir approuvé la cession de l'intégralité de sa participation de 63,39% dans la société d'assurance égyptienne Delta Insurance Company groupe marocain Wafa Assurance. La décision a été prise par le conseil d'administration de la holding d'investissement contrôlée par des hommes d'affaires égyptiens et koweïtiens de premier plan, a-t-on précisé de même source.

La transaction sera exécutée au prix proposé dans l'offre publique d'achat obligatoire (OPA) soumise par l'assureur marocain, soit 40 livres égyptiennes (0,84 dollar) par action.

Dans un communiqué publié le 16 juin dernier, Wafa Assurance annonçait avoir lancé une OPA d'une participation majoritaire dans le capital de Delta Insurance. Cette offre déposée auprès de l'Autorité de régulation financière égyptienne (FRA, Financial Regulatory Authority) porte sur l'acquisition d'au moins 51% des actions de l'assureur coté sur l'Egyptian Exchange à un prix de 40 livres égyptiennes par action, dans le cadre d'une transaction qui valorise la société à environ 5 milliards de livres (105,3 millions de dollars).

L'OPA demeure soumise à l'obtention des autorisations nécessaires et à l'approbation des autorités réglementaires compétentes en Egypte et au Maroc. Détenue majoritairement par Egyptian Kuwaiti depuis 2018, Delta Insurance Company a été fondée en septembre 1980. Elle est cotée sur l'Egyptian Exchange depuis juillet 1996.

Wafa Assurance, qui était en lice avec l'assureur français Axa pour cette acquisition, est déjà présente sur le marché égyptien de l'assurance vie depuis 2021 par l'intermédiaire de sa filiale Wafa Life Insurance Egypt. L'acquisition devrait ainsi lui permettre d'étendre ses activités aux segments dommages et santé sur un marché à fort potentiel.

MAURITANIE

La véritable richesse de la wilaya du Hodh Charghi réside dans son potentiel agropastoral

Le ministre de l'Elevage, M. Sid Ahmed Ould Mohamed, a effectué, dimanche, une visite sur le terrain dans la moughataa d'Amourj, en compagnie du wali du Hodh Charghi, M. Isselmou Ould Sidi, dans le cadre de sa tournée dans la wilaya, visant à renforcer le partenariat avec les éleveurs et à soutenir les efforts de développement du secteur laitier.

Lors d'une allocution prononcée à cette occasion, le ministre a souligné que l'objectif principal de la visite était de faire de la moughataa d'Amourj une zone de production laitière afin d'approvisionner l'usine laitière de Néma, qui représente un pôle de développement important en cas de succès, soulignant que le secteur aspire à conclure un partenariat économique fructueux avec les éleveurs afin de répondre à leurs attentes et d'assurer la continuité de la production de l'usine.

Le ministre a indiqué que la véritable richesse de la province de la wilaya réside dans son cheptel, appelant à séparer les types de bétail en fonction de leur production et à changer les mentalités afin d'investir dans la production et la vente de produits laitiers, qui constituent une opportunité économique prometteuse pour les éleveurs.

Il a ajouté que le ministère a décelé à Néma des expériences pionnières dans ce domaine, dont les habitants d'Amourj pourraient tirer parti pour améliorer les races bovines et développer la culture fourragère.

Pour sa part, le maire de la municipalité d'Amourj a remercié le ministre pour sa visite qui lui a permis de se rendre compte de près de la situation et des problèmes des éleveurs. Il a demandé que le centre de collecte du lait, dont la construction n'est pas encore achevée, soit équipé, soulignant que la moughataa d'Amourj représente un réservoir pastoral et de développemental important qui nécessite davantage d'attention et de soutien.

Les éleveurs de la moughataa ont quant à eux accueilli chaleureusement le ministre et la délégation qui l'accompagne, faisant observer que certains d'entre eux avaient déjà contribué à approvisionner l'usine en lait grâce à leurs propres moyens et qu'ils disposent d'une coopérative locale pour la production laitière, mais qu'ils étaient confrontés à des défis importants, notamment le manque de fourrage et d'eau pour le bétail et le retard dans l'aménagement du centre de collecte de lait.

Ils ont fait remarquer que la production laitière est en baisse et que la culture de la production et de la commercialisation des produits laitiers demeure encore nouvelle pour la communauté locale et nécessite des programmes de sensibilisation et d'encouragement, tout en affirmant leur volonté de coopérer avec le secteur pour assurer le succès de cette orientation développementale.

GHANA

L'UE s'engage dans un partenariat de 2 millions $ en faveur de la filière cacao

Le Ghana est le deuxième producteur mondial de cacao après la Côte d'Ivoire. Dans ce pays où la culture du cacao est un facteur majeur de déforestation, des initiatives se multiplient avec des partenaires étrangers pour renforcer la durabilité du secteur.

Au Ghana, l'Union européenne vient de lancer un programme triennal visant à rendre la production de cacao plus durable, traçable et conforme au Règlement européen sur la déforestation (EUDR).

Dans un communiqué publié sur son site, la mission de l'UE dans le pays indique en effet que ce nouveau partenariat est mis en œuvre par un consortium de quatre organisations de la société civile engagées dans la gouvernance forestière : Solidaridad West Africa, Tropenbos Ghana, Taylor Crabbe Initiative et Rights & Advocacy Initiatives Network (RAIN).

Doté d'un budget de 2 millions d'euros (2,3 millions $) financé à hauteur de 99 % par l'UE, le programme baptisé « Deforestation-Free Cocoa Project » vise à soutenir directement environ 5 000 producteurs de cacao, avec la réhabilitation de plus de 1 000 hectares d'anciennes plantations en intégrant des systèmes agroforestiers entre 2025 et 2028.

Les interventions cibleront 60 communautés réparties dans les zones de Sefwi-Wiawso, Asunafo-Asutifi et Juaboso-Bia, situées dans le nord-ouest du pays. « Notre objectif est de freiner la déforestation liée au cacao grâce à l'intensification durable des plantations existantes, tout en aidant les producteurs à diversifier leurs revenus par des activités génératrices de ressources alternatives », a déclaré Eric Agare, représentant national de Solidaridad Ghana, dans des propos relayés par l'Agence ghanéenne de presse (GNA).

La problématique de la déforestation n'est pas nouvelle dans la filière cacao en Afrique de l'Ouest. Un rapport publié en 2023 dans la revue académique Nature Food indique, par exemple, que la culture du cacao est directement liée à la perte de 386 000 hectares de forêts situées dans des aires protégées en Côte d'Ivoire et au Ghana entre 2000 et 2020.

Rappelons que le Règlement européen sur la déforestation (EUDR), prévu pour entrer en vigueur d'ici la fin de l'année 2025, interdira l'importation au sein de l'UE de produits agricoles tels que le cacao provenant de terres déboisées. L'enjeu pour la filière ghanéenne de s'y conformer est d'autant plus important que le bloc économique européen constitue son principal débouché.

Les données compilées sur la plateforme TradeMap montrent que le Ghana a engrangé près de 2,9 milliards $ de recettes d'exportation de cacao et dérivés en 2024, dont 58 % provenaient des pays de l'UE.

EN HAUSSE DE 15 %

La récolte de café en Ouganda attendue à 558 000 tonnes en 2025/2026

L'Ouganda est le deuxième producteur et exportateur africain de café après l'Éthiopie. Alors que la nouvelle campagne caféière bat son plein, les premières prévisions de récolte sont déjà annoncées. En Ouganda, la filière café s'attend à récolter 558 000 tonnes, soit 9,3 millions de sacs (1 sac = 60 kg) pour le compte de la campagne de 2025/2026. C'est ce qu'a révélé Gerald Kyalo, commissaire du département du café au ministère de l'Agriculture, à Reuters le jeudi 23 octobre dernier. Le stock prévu s'affiche en hausse de 14,8 %, soit 72 000 tonnes de plus que la production enregistrée au cours de la campagne précédente (486 000 tonnes). Cette prévision optimiste se fonde sur l'entrée en production de nouvelles plantations arrivées à maturité.

« La principale raison est l'augmentation des superficies plantées. De nombreux agriculteurs ont mis en terre du café, dont nous anticipons la mise en production cette année, ce qui fera inévitablement grimper les exportations également », a expliqué M. Kyalo.

Alors que la filière café ougandaise exporte près de 95 % de sa production, une amélioration de la récolte de 2025/2026 permettra aussi d'augmenter le volume exportable. Il faut noter que les recettes d'exportation de café sur l'exercice de 2024/2025 ont doublé pour atteindre 2,2 milliards USD, signant un nouveau record.

TANZANIE

Un partenariat à 4,8 millions $ avec la Norvège au profit de la filière soja

Le soja est l'une des cultures oléagineuses les moins en vue en Tanzanie, souvent éclipsé par le tournesol, l'arachide ou le sésame. La production locale reste largement en dessous des besoins du marché, tirés par la croissance de l'industrie des aliments pour volailles et bétail.

En Tanzanie, l'institution de développement agricole de droit privé PASS Trust a signé le jeudi 23 octobre un accord de financement de 4,8 millions USD avec l'ambassade de la Norvège. Selon un communiqué publié conjointement par les deux parties, l'enveloppe servira à mettre en œuvre un projet triennal visant à renforcer la productivité et la compétitivité de la chaîne de valeur du soja sur la période 2025-2028.

Dans les détails, le financement combine une subvention norvégienne de 2,4 millions USD, et un mécanisme de garantie de montant équivalent de PASS Trust pour faciliter l'accès au crédit commercial aux petits producteurs. Selon les autorités, ce dispositif mixte permettra aux institutions financières locales d'accorder des crédits à ces producteurs généralement marginalisés dans le système bancaire, en raison du risque perçu.

D'après Yohane Kaduma, Directeur général de PASS Trust, le projet a pour ambition de quadrupler les rendements du soja à 3 tonnes par hectare et d'accroître les revenus agricoles des bénéficiaires d'au moins 40 %.

L'initiative sera d'abord déployée dans la région de Ruvuma, avant de s'étendre à Iringa, Njombe, Mbeya, Songwe et Rukwa. « Nous ne fournissons pas seulement des intrants et du crédit. Nous construisons un système complet d'inclusion financière : financement des intrants, crédit-bail d'équipement, fonds de roulement et financement post-récolte », explique M. Kaduma. L'enjeu pour la filière tanzanienne sera de rehausser le niveau de sa production locale pour réduire la dépendance aux importations. Alors que la demande de la graine oléagineuse est évaluée à plus de 150 000 tonnes par an sur le marché local, les données compilées par le ministère de l'Agriculture indiquent que la production annuelle s'est élevée à près de 29 000 tonnes en moyenne entre 2019 et 2023, avec un pic de 48 531 tonnes enregistré en 2023.

NIGERIA

Johnvents veut lever des fonds pour financer ses activités dans le cacao

Le Nigeria est le 3ème producteur africain de cacao après la Côte d'Ivoire et le Ghana. L'un des principaux transformateurs locaux de la fève, Johnvents mobilise de nouveaux financements pour soutenir ses opérations alors que la nouvelle campagne de commercialisation est imminente.

Au Nigeria, l'entreprise agroindustrielle Johnvents Industries Limited, spécialisée dans la transformation du cacao, a lancé une émission de billets de trésorerie d'un montant de 100 milliards de nairas (68,3 millions $) sur le marché financier, ouverte entre le 17 et le 24 octobre.

Il s'agit de titres de dette à court terme qu'une entreprise propose à des investisseurs pour mobiliser rapidement des liquidités. Selon les informations relayées par les médias locaux, Johnvents s'engage à rembourser les investisseurs dans un délai de 270 jours, avec un rendement implicite annuel d'environ 23 %, dans le cadre de cette opération.

Il faut noter que ce mécanisme de financement présente l'avantage de lever des fonds en quelques jours directement auprès d'investisseurs, sans passer par les procédures longues et les garanties exigées pour les prêts bancaires classiques.

Dans des propos relayés par le média AgroNigeria, John Alamu, directeur de Johnvents, indique que le financement mobilisé servira à renforcer le fonds de roulement de l'entreprise, à accroître la capacité de production et à stimuler les exportations depuis son unité de transformation basée dans l'État d'Ondo.

Ce besoin urgent de l'entreprise de mobiliser du financement pour soutenir ses activités s'inscrit dans un contexte où les perspectives de récolte de cacao sont peu reluisantes. Alors que la campagne 2025/2026 du cacao au Nigeria n'est pas encore officiellement lancée, les premières prévisions du marché tablent sur une baisse de 11 % de la production, pour s'établir à 305 000 tonnes, selon le service indépendant de conseil commercial N'kalo.

Rappelons qu'en février dernier, l'entreprise avait annoncé son intention de doubler sa capacité de transformation de cacao à plus de 30 000 tonnes par an, avec un financement de 40,5 millions $ obtenu auprès du British International Investment (BII), l'institution de financement du développement du Royaume-Uni.

L'enjeu pour Johnvents de sécuriser son approvisionnement en matière première est d'autant plus stratégique quand on sait qu'au Nigeria, près de 80 % de la récolte annuelle de cacao est exportée vers l'étranger sous forme brute.

BOURSE ZURICH

Le SMI ouvre dans le rouge, lesté par la pharma

Le SMI a démarré la journée de mardi dans le rouge. Les investisseurs découvraient ce matin les résultats trimestriels dévoilés par plusieurs entreprises, dont Novartis, en fort repli, qui était immédiatement sanctionnée par le marché.

Cette ouverture en baisse intervient "dans le sillage d'une prise de bénéfices tout à fait logique après les nouveaux records pour les trois principaux indices américains", souligne John Plassard, dans son commentaire boursier journalier.

A Wall Street lundi, les indices ont touché de nouveaux sommets: le Dow Jones a gagné 0,71% à 47'544,59 points, le Nasdaq a pris 1,86% à 23'637,46 points et l'indice élargi S&P 500 a progressé de 1,23% à 6875,17 points.

"Si l'optimisme domine toujours, porté par les signes d'avancées dans les négociations commerciales entre Washington et Pékin, ainsi que par la perspective de nouvelles baisses de taux de la Réserve fédérale, les investisseurs attendent avec une certaine nervosité les publications de résultats des géants technologiques, dont Microsoft, Alphabet, Amazon, Meta et Apple, qui devraient donner le ton pour la suite du rallye haussier", ajoutait le responsable de la stratégie d'investissement à la banque Cité Gestion.

"Qu'est-ce qui pourrait mal tourner? L'avenir nous le dira, mais pour l'instant, les investisseurs en actions du monde entier profitent de la reprise, tandis que les actifs refuges reculent. L'or, par exemple, est passé sous la barre des 4000 dollars l'once, ce qui semble être une correction saine après sa hausse exponentielle", notait pour sa part Ipek Ozkardeskaya, l'experte de Swissquote.

Sur le plan des nouvelles macroéconomiques, les données du PIB au troisième trimestre en zone euro sont attendues en fin de matinée. Outre-Atlantique, le comité de politique monétaire de la Fed se réunira jusqu'à mercredi.

A 09h12 à la Bourse suisse, l'indice vedette SMI reculait de 0,54% après avoir terminé lundi en baisse de 0,31% à 12'527,59 points. Le SLI cédait 0,38% à 2033,06 points et le SPI abandonnait 0,48% à 17'212,69 points. Parmi les 30 valeurs principales, 17 se trouvaient en zone négative, et 13 dans le vert.

Le SLI était lesté par le poids lourd pharma Novartis (-3,4%) et dans une moindre mesure le laboratoire cosmétique et dermatologique Galderma (-0,9%). Novartis a engrangé entre juillet et fin septembre un chiffre d'affaires de 13,91 milliards de dollars (11,07 milliards de francs suisses), en hausse de 8,5% sur un an. La rentabilité du colosse pharmaceutiques s'est quelque peu émoussée, la marge opérationnelle (Ebit) ajustée égarant une huitantaine de points de base à 39,3%.

Sika (-2,9%) faisait les frais de la banque Morgan Stanley, qui a abaissé sa recommandation au sujet du chimiste de la construction à "equal weight", contre "overweight" précédemment.

En tête de liste, on retrouvait Amrize (+0,7%), qui regroupe les anciennes activités nord-américaines d'Holcim, suivi de Logitech (+0,6%), dont les résultats du second trimestre sont attendus en soirée. En troisième position, UBS prenait 0,5%, après que les médias anglo-saxons ont annoncé que son ancien courtier Tom Hayes poursuit son ex-employeur pour un montant de 400 millions de dollars.

Parmi les autres mastodontes du marché, Nestlé gagnait 0,3% et Roche 0,2%. Le géant pharmaceutique a fait état de résultats positifs en phase III pour son traitement Gazyva/Gazyvaro (obinutuzumab) destiné aux enfants et jeunes adultes de 2 à 25 ans atteints d'un syndrome néphrotique idiopathique (SNI), maladie des reins dont on ne connaît pas la cause.

Sur le marché élargi, Landis+Gyr chutait de 5,2%. Alors que le spécialiste zougois des compteurs électriques a vu ses ventes se contracter, il a essuyé une perte nette de 189,4 millions de dollars, reflet d'un correctif de valeur de 193,6 millions lié à la cession en septembre des activités en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique (Emea) à Aurelius.

SIG Group fléchissait pour sa part de 0,7%. Le fabricant d'emballages alimentaires a vu sa performance financière s'éroder au troisième trimestre, ses revenus chutant de 6,7% à 769,0 millions d'euros.

APRÈS UNE VAGUE DE RÉSULTATS DE SOCIÉTÉS

L'Europe consolide

Les principales Bourses européennes consolident mardi après trois séances consécutives dans le vert et au lendemain des records des trois principaux indices à Wall Street alors que les investisseurs analysent une nouvelle vague de résultats de sociétés.

À Paris, le CAC 40 .FCHI perd 0,19% à 8.223,66 points vers 08h30 GMT. À Londres, le FTSE 100 .FTSE grignote 0,07%. A Francfort, le Dax .GDAXI recule de 0,45%.

L'indice EuroStoxx 50 .STOXX50E régresse de 0,31% et le FTSEurofirst 300 .FTEU3 de 0,34%. Le Stoxx 600 .STOXX reflue de 0,30%, tous ses grands compartiments étant dans le rouge, à l'exception du secteur défensif des "utilities".

Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une baisse de 0,01% pour le Dow Jones .DJI , un repli de 0,05% pour le Standard & Poor's 500 .SPX et un gain de 0,01% pour le Nasdaq .IXIC au lendemain d'une séance record.

Les variations en Bourse en Europe sont faibles mardi, l'attentisme dominant avant la rencontre jeudi entre le président américain Donald Trump et son homologue chinois Xi Jinping.

Le locataire de la Maison blanche, en tournée en Asie, s'est dit confiant dans la conclusion d'un accord avec la Chine, ce qui permettrait de suspendre leurs droits de douane élevés respectifs et les contrôles de Pékin sur les exportations de terres rares.

Les investisseurs se concentrent également sur la décision de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed), attendue mercredi, après deux jours de débat au sein du FOMC.

Côté entreprises, de nombreux résultats animent les échanges, en attendant les publications cette semaine aux Etats-Unis de cinq des "Sept Magnifiques" (Microsoft MSFT.O , Apple AAPL.O , Alphabet GOOGL.O , Amazon AMZN.O et Meta Platforms META.O).

En Europe, BNP Paribas BNPP.PA recule de 2,93%, plus forte baisse du CAC 40, après avoir fait état mardi d'un bénéfice inférieur aux attentes au titre du troisième trimestre. Amundi AMUN.PA , en revanche, prend près de 1% à la faveur d'une hausse plus importante que prévu de sa collecte nette au troisième trimestre. Toujours dans la finance, HSBC Holdings HSBA.L avance de près de 3% après avoir revu à la hausse ses objectifs.

L'indice des banques en Europe .SX7P grappille 0,12%.

Dans les autres secteurs, Air Liquide AIRP.PA gagne 1,54% et Danone DANO.PA 0,40%, les deux groupes ayant publié un chiffre d'affaires trimestriel en hausse. Capgemini CAPP.PA bondit de 5,57% avec le relèvement de sa prévision de croissance annuelle. A Zurich, Novartis NOVN.S chute de 3,31% après ses résultats trimestriels marqués par une stagnation des recettes liées à son traitement pour le cœur, l'Entresto. A Francfort, Nordex NDXG.DE s'envole de 12,67%, le fabricant d'éoliennes ayant relevé sa prévision de bénéfice pour cette année, tandis que Siltronic WAFGn.DE (+2,89%) est bien orienté après ses résultats et Symrise SY1G.DE (-3,36%) délaissé après une baisse de sa prévision de croissance organique annuelle.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 27 Octobre 2025
Valeur : 29 Octobre 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.0701	130.0851
1	EUR	EURO	151.1154	151.1589
1	GBP	POUND STERLING	173.1267	173.1928
100	JPY	JAPANESE YEN	85.0243	85.0563
1	CNY	CHINESE YUAN	18.2888	18.2927
1	CHF	SWISS FRANC	163.1178	163.2184
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.0401	93.0708
1	DKK	DANISH KRONE	20.2318	20.2357
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.8296	13.8559
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.9822	12.9884
1	AED	UAE DIRHAM	35.4106	35.4185
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.6835	34.6894
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.0955	424.2828
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.0558	44.4986
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.0840	14.0856
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8551	23.9775
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2575	3.2676
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.1753	177.1753

BOURSE DE PARIS

En léger repli se concentre sur les résultats

La Bourse de Paris évolue en léger repli mardi au début d'une séance très fournie en résultats de sociétés. L'indice CAC 40 cédait 0,26% vers 08H40 GMT. La veille l'indice vedette de la place parisienne avait terminé de peu dans le vert, à 8.239,18 points (+0,16%), à une vingtaine de points de son récent record en clôture. Les investisseurs réagissent à de nombreuses publications de résultats trimestriels d'entreprises. Ainsi l'action BNP Paribas glissait de 2,50% à 67,46 euros malgré l'annonce d'un bénéfice net en hausse de 6,1% sur un an au 3e trimestre, à 3,04 milliards d'euros. Le produit net bancaire, équivalent du chiffre d'affaires dans le secteur, s'est inscrit en dessous des attentes des analystes à 12,57 milliards d'euros (+5,3% sur un an).

Au rang des actions recherchées, le titre du groupe informatique français Capgemini grimpait de 6,01% à 135,85 euros, après avoir annoncé une progression de son chiffre d'affaires de 2,9% à taux de change constants au troisième trimestre et revu à la hausse son objectif annuel de croissance.Sur les marchés européens "l'optimisme domine toujours, porté par les signes d'avancées dans les négociations commerciales entre Washington et Pékin, ainsi que par la perspective de nouvelles baisses de taux de la Réserve fédérale", a indiqué John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement chez Cité Gestion Private Bank.

La banque centrale américaine (Fed) commence mardi une réunion monétaire de deux jours à l'issue de laquelle elle devrait baisser ses taux directeurs d'un quart de point de pourcentage, selon les attentes des marchés.

Mais, selon l'analyste, les investisseurs attendent mercredi et jeudi "avec une certaine nervosité les publications de résultats des géants technologiques, dont Microsoft , Alphabet , Amazon, Meta et Apple , qui devraient donner le ton pour la suite du rallye haussier".

POUR QUE LES DEUX PAYS SÉCURISENT LEURS APPROVISIONNEMENTS

Donald Trump noue un accord avec le Japon pour les terres rares

Les deux pays entendent intensifier "leur coopération" afin d'"identifier conjointement" des projets propres à combler "les lacunes" de leurs chaînes d'approvisionnement de terres rares.

Les États-Unis et le Japon ont signé ce mardi un accord-cadre pour "sécuriser" leurs approvisionnements de terres rares et de minéraux critiques, à l'heure où la Chine adopte des restrictions drastiques sur ses exportations de ces matériaux essentiels.
Ce document, signé à Tokyo par le président américain Donald Trump et la Première ministre japonaise Sanae Takaichi, prévoit une coopération accrue et une mobilisation de capitaux pour soutenir l'exploitation minière et le traitement dans les deux pays.
Tokyo et Washington s'engagent notamment à "identifier conjointement" des projets propres à combler "les lacunes" de leurs chaînes d'approvisionnement - "y compris les produits dérivés comme aimants, batteries, catalyseurs" - avec des mesures adoptées "dans les six mois" pour soutenir financièrement des projets prioritaires.

La Chine représente plus de 60% de l'extraction minière des terres rares

"Les participants intensifieront leur coopération pour accélérer la sécurisation de l'approvisionnement en minéraux critiques et terres rares, indispensables au soutien de (leurs) industries, notamment de technologies de pointe", indique le texte publié par la Maison Blanche.
Avec pour outils des "mécanismes de soutien financier, des mesures commerciales, le cas échéant, et des systèmes de stockage".
"Les participants entendent mobiliser le soutien des gouvernements et du secteur privé (...) par le biais de subventions, garanties, prêts ou propres (...) assouplissements réglementaires", ajoute l'accord.
Cet accord intervient peu après l'annonce par la Chine de nouveaux contrôles sur l'exportation de technologies liées à ces terres rares, au grand dam des États-Unis, du Japon et de l'Europe.
Or, la Chine assure plus de 60% de l'extraction minière des métaux appelés "terres rares" et 92% de leur production raffinée à l'échelle mondiale, selon l'Agence internationale de l'énergie. Ces matériaux sont essentiels pour le numérique, l'automobile, l'énergie ou encore l'armement. Certaines terres rares (néodyme, dysprosium...) permettent de fabriquer de puissants aimants, dont la Chine assure 90% de la production mondiale.

CORÉE DU SUD

L'économie accélère au 3e trimestre

Le PIB sud-coréen a progressé d'1,2% sur la période juillet-septembre 2025 par rapport au trimestre précédent, soutenu par les exportations et les aides gouvernementales à la consommation, selon des données préliminaires de la Banque centrale du pays publiées mardi.
Sur un an, la croissance de la quatrième économie d'Asie s'établit, elle, à 1,7% pour le troisième trimestre, dans un contexte de tensions commerciales mondiales. Sur la période, "la consommation privée a augmenté d'1,3%, les dépenses pour les biens comme pour les services s'étant accrues", note la Banque de Corée dans un communiqué.
Cette progression trimestrielle est la plus importante en trois ans. Le gouvernement du président Lee Jae-myung (centre-gauche) a distribué des aides à la consommation d'au moins 150.000 wons (90 euros) par personne ces derniers mois, sans critère de revenu, afin de soutenir une consommation au ralenti. Ces bons expireront fin novembre.
Côté commerce, le pays a enregistré une hausse de 1,5% de ses exportations maritimes vers l'étranger sur le trimestre, fort d'une demande robuste pour ses semi-conducteurs.
En septembre, il avait affiché le meilleur chiffre à l'export de son histoire pour ces produits, avec une valeur de 16,6 milliards de dollars (14,2 milliards d'euros), en dépit des pressions sur le marché causées par les droits de douane américains.
La Corée du Sud tente toujours de finaliser un accord commercial avec Washington pour éviter ces surtaxes.
Les négociations portent notamment sur la mise en oeuvre d'une promesse d'investissement de 350 milliards de dollars (300 milliards d'euros) aux Etats-Unis.

DUREMENT TOUCHÉ PAR LES DROITS DE DOUANE

Le Brésil de Lula entrevoit un accord avec les États-Unis

Le président brésilien a rencontré son homologue américain Donald Trump. Ce dernier a promis un accord pour alléger les droits de douane imposés dans un contexte de vives tensions. Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a déclaré lundi 27 octobre entrevoir d'ici les prochains jours un accord commercial Brésil-États-Unis, qui pourrait alléger les droits de douane imposés par Donald Trump sur fond de tensions bilatérales. "Je suis convaincu que d'ici quelques jours, nous trouverons une solution définitive entre les États-Unis et le Brésil, afin que la vie continue d'être belle et joyeuse", a affirmé Lula à la presse à Kuala Lumpur. Le président brésilien avait rencontré dimanche son homologue américain Donald Trump en marge du sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), organisé dans la capitale malaisienne.
"Même s'il n'a pas fait de promesses, il m'a assuré que nous allons parvenir à un accord", a souligné lundi Lula. "La rencontre que j'ai eue avec le président Trump s'est étonnamment bien passée. S'il ne tenait qu'à lui et à moi, un accord serait conclu", a-t-il affirmé. Donald Trump avait engagé un bras de fer politico-commercial avec son homologue brésilien. Il a infligé des droits de douane de 50% sur les produits brésiliens et a notamment visé par des sanctions économiques le magistrat Alexandre de Moraes et sa femme. Le président américain l'accuse d'orchestrer "une chasse aux sorcières" en raison de la condamnation au Brésil de l'ex-président Jair Bolsonaro, ami personnel de Donald Trump, à 27 ans de prison pour tentative de coup d'État.

APRÈS SON SUCCÈS ÉLECTORAL EN ARGENTINE

Javier Milei veut reprendre sa tronçonneuse pour réformer le travail et la fiscalité

Le parti du président argentin a obtenu une victoire cruciale lors des élections de mi-mandat, lui conférant une plus grande marge de manœuvre pour poursuivre sa refonte radicale de l'économie.
Il a déjoué les prévisions des sondeurs et des marchés financiers. Javier Milei a remporté une victoire électorale importante, ce dimanche 26 octobre. Son parti, La Libertad Avanza (LLA), a réuni près de 41% des suffrages et repoussé l'opposition péroniste à 32%, sans toutefois obtenir de majorité absolue, lors d'élections de mi-mandat marquées par une participation historiquement faible (68%). Le vote est pourtant obligatoire dans le pays.
"Nous avons franchi un tournant. Aujourd'hui commence la construction d'une grande Argentine", s'est réjoui Javier Milei, qui se définit comme anarcho-capitaliste.
Le président argentin a promis "d'avancer sur la voie réformiste" et semblé tendre la main à une partie de l'opposition, indiquant "qu'il y a des dizaines de députés et de sénateurs avec lesquels nous pouvons arriver à des accords de base" sur des réformes. Ce dernier avait quelque peu remisé sa tronçonneuse après le triomphalisme des premiers mois. Sa thérapie de choc, reposant sur une diminution drastique des dépenses publiques et un ajustement de taux de change, avait permis de réduire très fortement l'inflation (passée de plus de 200% fin 2023 à 32% en septembre 2025) tout en dégageant un excédent budgétaire.
Mais la situation s'est dégradée cette année, en particulier depuis une défaite électorale aux élections provinciales de Buenos Aires mi-septembre. Les investisseurs et les ménages ont commencé à douter de la politique du peso fort mise en place pour "exterminer l'inflation".
Alors que des investisseurs inquiets vendaient leurs pesos contre des dollars, la monnaie argentine s'est dépréciée de 13% en quelques jours, dépassant largement la limite de 2% par mois fixée par le président argentin après la dévaluation massive mise en place peu après son arrivée au pouvoir en décembre 2023. Cette situation a nécessité l'intervention des États-Unis. Donald Trump a promis un vaste soutien financier, allant jusqu'à 40 milliards de dollars, pour sauver l'un de ses rares alliés sur le continent sud-américain.

L'UEFA s'attaque au piratage… qu'elle a en partie contribué à créer

C'est fait ! L'UEFA est la première entité sportive à rejoindre l'ACE, la puissante alliance anti-piratage menée par la Motion Picture Association. Une décision symbolique pour protéger la Ligue des champions et d'autres compétitions du streaming illégal…

En rejoignant la coalition mondiale ACE (Alliance for Creativity and Entertainment), l'UEFA veut frapper fort contre le piratage sportif en direct. L'organisatrice de la Ligue des champions s'allie ainsi à Netflix, Amazon ou Disney pour renforcer sa traque des flux IPTV et sites pirates.

Une étape symbolique, mais qui met aussi en lumière un paradoxe : l'organisation n'a-t-elle pas elle-même contribué, involontairement, à rendre ce piratage incontournable ?

Un partenariat inédit pour contrer les flux pirates

Voilà une adhésion qui marque une première dans la lutte contre le piratage. En rejoignant l'ACE et ses membres, l'UEFA devient, en effet, le premier détenteur exclusif de droits sportifs à rejoindre l'ACE, une coalition pilotée par la Motion Picture Association (MPA), dont nous avons souvent l'occasion de parler lorsqu'il est question de piratage.

L'UEFA va ainsi pouvoir s'appuyer sur les outils technologiques et les relais juridiques du groupe, capable de démanteler rapidement des réseaux IPTV et ces constellations de sites qui forment "l'Hydre du streaming illégal".

Guy-Laurent Epstein, directeur marketing de l'UEFA, parle d'un "tournant stratégique" pour renforcer la lutte contre le streaming illégal. Mais le défi reste colossal puisque malgré des années de blocages DNS et de demandes de retraits, le piratage sportif continue de progresser, notamment chez les jeunes. Selon la Commission européenne, 27 % des 15-24 ans consomment aujourd'hui du sport par des canaux illégaux.

Une croisade motivée par des revenus colossaux

Ce nouvel engagement de l'UEFA tient surtout ses motivations par l'aspect économique des compétitions de l'entité. Par exemple, la Ligue des champions génère aujourd'hui près de 4,4 milliards d'euros par saison, un chiffre qui pourrait bientôt atteindre les 5 milliards.

À titre de comparaison, la première édition en 1992 aurait rapporté 46 millions d'euros, le contraste est saisissant.

Ces revenus proviennent en grande partie des droits de diffusion, vendus à prix d'or aux diffuseurs, on pense bien sûr à des groupes comme Canal+, Amazon Prime Video, beIN Sports, RMC Sport ou DAZN, selon les pays.

Il en découle un constat que nos lecteurs, comme beaucoup d'observateurs, dressent très régulièrement, à savoir que l'amateur de football doit souvent cumuler plusieurs abonnements pour suivre son club favori, parfois même alors qu'il n'est pas engagé sur plusieurs tableaux, avec des coûts mensuels qui explosent pour l'utilisateur final.

Quand la lutte anti-piratage se heurte à ses propres causes

C'est là que se niche le paradoxe. En cherchant à maximiser la valeur commerciale de ses compétitions, l'UEFA a aussi contribué à fragmenter l'accès au football. Pour beaucoup, le streaming illégal n'est pas un choix militant, mais un simple pis-aller économique.

Comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, les abonnements de plus en plus nombreux et coûteux sont désormais perçus par certains comme le moteur même du piratage que l'UEFA tente d'éliminer. En d'autres termes, l'organisation combat un phénomène que son propre modèle économique a rendu inévitable.…

Le monde de la musique est pourtant déjà passé par là et pourrait servir d'exemple. L'essor de plateformes comme Spotify a fait reculer le piratage en offrant un accès simple, global et abordable. Le football, lui, reste prisonnier d'un modèle basé sur l'exclusivité et la rareté.

Pourtant, une approche plus unifiée, imaginons ça comme un "Netflix du football", pourrait à terme mieux servir les fans comme les ligues nationales. Tant que regarder un match restera un luxe segmenté, le streaming pirate restera, pour beaucoup, le seul stade encore ouvert.

l'iPhone 18 pourrait enfin bénéficier d'une RAM de 12 Go !

La prochaine série d'iPhone pourrait bien nous réserve une jolie montée en gamme. Et ça concernerait au moins certainement l'iPhone 18 de base. Avant la sortie de la nouvelle série d'iPhone 17, un certain nombre de rumeurs indiquaient que l'iPhone 17 de base pourrait bien arriver avec une RAM de 12 Go. Une information qui ne s'est finalement pas confirmée, l'iPhone 17 étant arrivé avec une RAM de 8 Go - ce qui, il faut le noter, n'a pas été un frein à son succès -, mais qui pourrait bien l'être l'an prochain.

12 Go de RAM pour l'iPhone 18 de base

Vous faites peut-être partie de ceux qui espéraient une RAM en hausse pour l'iPhone 17. Si c'est le cas, vous pouvez vous consoler, il semble qu'Apple ait simplement fait le choix de patienter une année supplémentaire.

En effet, si l'on en croit une information du média coréen The Bell, dont Neowin se fait l'écho, Apple aurait enfin décidé de faire le grand pas l'an prochain, et de faire monter la RAM de l'iPhone 18 à 12 Go.

Doit-on s'attendre à une montée aux 16 Go de RAM pour les iPhone 18 Pro ?

Selon le même média, Apple aurait demandé à Samsung d'augmenter pour la future série d'iPhone la production des puces mémoire LPDDR5X, qui servent généralement des RAM de 12 ou de 16 Go. De quoi donc laisser augurer un passage au 12 Go de RAM pour la version de base iPhone 18.

Reste maintenant à savoir si Apple souhaitera mettre l'ensemble de ses appareils sur le même niveau pour ce qui est de la RAM, ce qui aurait tendance à donner moins de raisons aux clients pour se tourner vers les versions Pro. Alors, si la firme de Cupertino veut garder une différenciation assez marquée, se pourrait-il qu'elle décide de lancer des iPhone 18 Pro avec une RAM aussi revue à la hausse, mais cette fois donc à 16 Go ? Wait and see.

Brèves

Nexperia, la guerre des puces menace l'automobile mondiale

Le fabricant néerlandais de semi-conducteurs Nexperia se retrouve au cœur d'une crise géopolitique qui menace la production automobile mondiale. Le 30 septembre dernier, le gouvernement néerlandais a pris le contrôle de l'entreprise, détenue depuis 2018 par le groupe chinois Wingtech Technology, invoquant des préoccupations de sécurité nationale et le risque de transfert de technologies sensibles. En représailles immédiates, Pékin a interdit le 4 octobre l'exportation des puces et composants produits par Nexperia depuis la Chine. La filiale chinoise est allée jusqu'à demander à ses employés d'ignorer les instructions du siège néerlandais, marquant une escalade sans précédent. Cette crise intervient dans le contexte de la guerre commerciale sino-américaine. Washington avait placé Wingtech sur sa liste noire en décembre 2024, incitant les Pays-Bas à bouter l'actionnaire chinois de Nexperia. Les conséquences s'annoncent dramatiques pour l'industrie automobile. Nexperia fournit 60% de sa production au secteur, notamment Volkswagen, Toyota et Mercedes-Benz. Volkswagen a déjà évoqué des risques d'arrêts de production imminents pour ses modèles Golf et Tiguan.

Automattic attaque WP Engine

Après un premier round judiciaire, les deux sociétés spécialisées dans WordPress repartent devant le juge. Cette fois-ci, c'est Automattic, dirigé par Matt Mullenweg co-créateur du CMS, qui attaque WP Engine pour « publicité mensongère » et « pratique commerciale trompeuse ». Dans sa plainte, le dirigeant explique que son concurrent avant d'être racheté par Silver Lake « a réduit ses coûts, supprimé des fonctionnalités essentielles de ses offres WordPress et dégradé la qualité de ses produits, notamment en supprimant la possibilité pour les clients de restaurer des versions antérieures d'articles et de pages ». De même, WP Engine aurait faussement présenté l'étendue de ses contributions au code source de WordPress. Cet argument est à l'origine de la rupture entre les deux sociétés à la fin de l'année 2024.

Intel annonce une pénurie de puces et des hausses de prix

Une pénurie de processeurs menace le marché des PC et des serveurs jusqu'en 2026. Dave Zinsner, directeur financier chez Intel, a révélé lors de la présentation des résultats du troisième trimestre 2025 que la demande dépasse largement les capacités de production du fondeur, créant des tensions d'approvisionnement majeures. Les contraintes se concentrent sur les nœuds de fabrication Intel 10 et Intel 7, utilisés pour produire les processeurs Raptor Lake des 13e et 14e générations Core, ainsi que les puces Xeon pour centres de données. Intel ne prévoit aucune expansion de ces capacités anciennes, préférant investir dans ses dernières technologies de gravure 18A et 14A. Cette pénurie résulte de la collision de deux dynamiques. D'une part, les opérateurs de centres de données multiplient les achats de CPU et de GPU pour accompagner le déploiement massif d'accélérateurs IA, nécessaires à l'entrainement, l'inférence et l'orchestration. D'autre part, le renouvellement des parcs informatiques d'entreprise s'accélère avec la migration vers Windows 11. Face à cette situation, Intel annonce des hausses de prix pouvant atteindre 20% et privilégiera l'approvisionnement des centres de données au détriment des processeurs grand public. Les prix des Raptor Lake ont déjà bondi de 10 à 20% sur certains marchés asiatiques.

AVEC UNE IDÉE QUI POURRAIT SURTOUT PÉNALISER LES ACHETEURS DE VOITURES

Donald Trump fait frissonner les constructeurs automobiles

Les grands constructeurs américains, de Ford à Toyota, en passant par GM et Tesla, supplient Donald Trump de faire marche arrière : le président veut taxer les robots d'usine au nom de la "sécurité nationale". Une décision qui pourrait s'ajouter au coût de production des voitures, déjà à des records historiques. Ironie du sort : en voulant protéger l'emploi américain, Trump menace surtout le portefeuille des Américains.

Le second mandat de Donald Trump en tant que président des États-Unis s'approche déjà de son premier anniversaire, et le rythme effréné des nouvelles lois continue. Après les droits de douane, la Maison-Blanche a ouvert récemment une enquête pour "sécurité nationale" sur les robots industriels et les machines d'usine importés. L'idée ? Les taxer afin de réduire la dépendance technologique des États-Unis envers les équipements étrangers. Et notamment asiatiques. Mais cette fois, la cible n'est pas la Chine ou l'Europe : ce sont les robots qui assemblent, soudent ou peignent les voitures. Mais quand on sait que selon l'Alliance for Automotive Innovation, 40 % des installations de robotique aux États-Unis sont liées à l'automobile, on comprend que l'idée est explosive. Car taxer ces machines reviendrait à taxer la production américaine elle-même. Paradoxal alors que Trump fait tout pour inciter les constructeurs automobiles, même étrangers, à produire sur place.

Les constructeurs tirent la sonnette d'alarme

Face à cette nouvelle lubie, le lobby automobile, qui regroupe les grands constructeurs comme Ford, GM, Toyota, Volkswagen, Hyundai, Kia, BMW, Stellantis et bien d'autres, vient d'adresser une lettre urgente au département du Commerce américain. Message : ces nouveaux droits de douane seraient contre-productifs. "Augmenter le coût des équipements existants alourdira les coûts de production, retardera les livraisons et fera grimper les prix des véhicules", prévient le groupe. Même Tesla, pourtant absente du lobby, s'oppose à la mesure : elle redoute qu'elle bloque la construction de nouvelles usines ou le modernisation des existantes. Au delà même des constructeurs, ce sont les pays, dont la Chine, le Japon, la Suisse, le Canada et l'Union européenne, qui ont déjà déposé des objections officielles, inquiets de cette nouvelle escalade protectionniste.

Taxer les robots pour sauver les hommes ?

Le projet de Trump repose sur une idée bien ancrée : celui du "robot voleur d'emploi". Mais pour l'industrie automobile, l'automatisation ne détruit pas l'emploi, elle le rend viable sur le sol américain. Les robots ne remplacent pas les ouvriers : ils leur permettent d'assembler plus vite, de manière plus sûre, et parfois… de maintenir l'activité face à la concurrence asiatique et sa main-d'œuvre moins chère. En voulant taxer ces machines, Trump risque donc de ralentir la production, augmenter les coûts, et donc de faire grimper le prix des voitures vendues aux Américains. Ou quand une idée qui semble bonne se retourne contre soi. Un scénario typique du "America First" à l'envers : le patriotisme industriel certes, mais payé par les consommateurs.

Après l'affaire Takata, un nouveau scandale lié à des airbags dangereux pourrait naître

Alors que Takata a fait faillite il y a plus de huit ans, les airbags de cet équipementier japonais n'ont jamais fait autant parler d'eux. Du moins en France, où la réaction de l'Etat et de certains constructeurs a été plus tardive que dans d'autres pays. Les Etats-Unis étaient, eux, passés à l'action beaucoup plus vite et ont donc beaucoup d'avance sur nous dans la gestion de ce scandale. Mais aujourd'hui, l'agence nationale des transports américaine (NHTSA) mène l'enquête sur un autre type de coussins gonflables défectueux, venu de Chine et contrefait, qui serait déjà à l'origine de plusieurs décès.

Depuis que les airbags ont débarqué dans nos voitures, il y a plus de 50 ans, ils ont sans doute contribué à sauver un nombre incalculable de vies. Mais l'affaire Takata montre que cet équipement de sécurité peut malheureusement parfois aussi être à l'origine de décès. La faute, dans ce cas, à une conception défaillante dès l'origine, qui peut conduire à la projection de débris métalliques lors d'un accident pourtant bénin. Aujourd'hui, c'est toutefois un autre type de coussin gonflable défectueux qui suscite l'inquiétude aux Etats-Unis. Il aurait déjà causé la mort de six personnes outre-Atlantique et des blessures graves dans deux autres cas, déclenchant une enquête de la puissante agence des transports américaine (NHTSA).

Des airbags chinois de contrefaçon importés illégalement

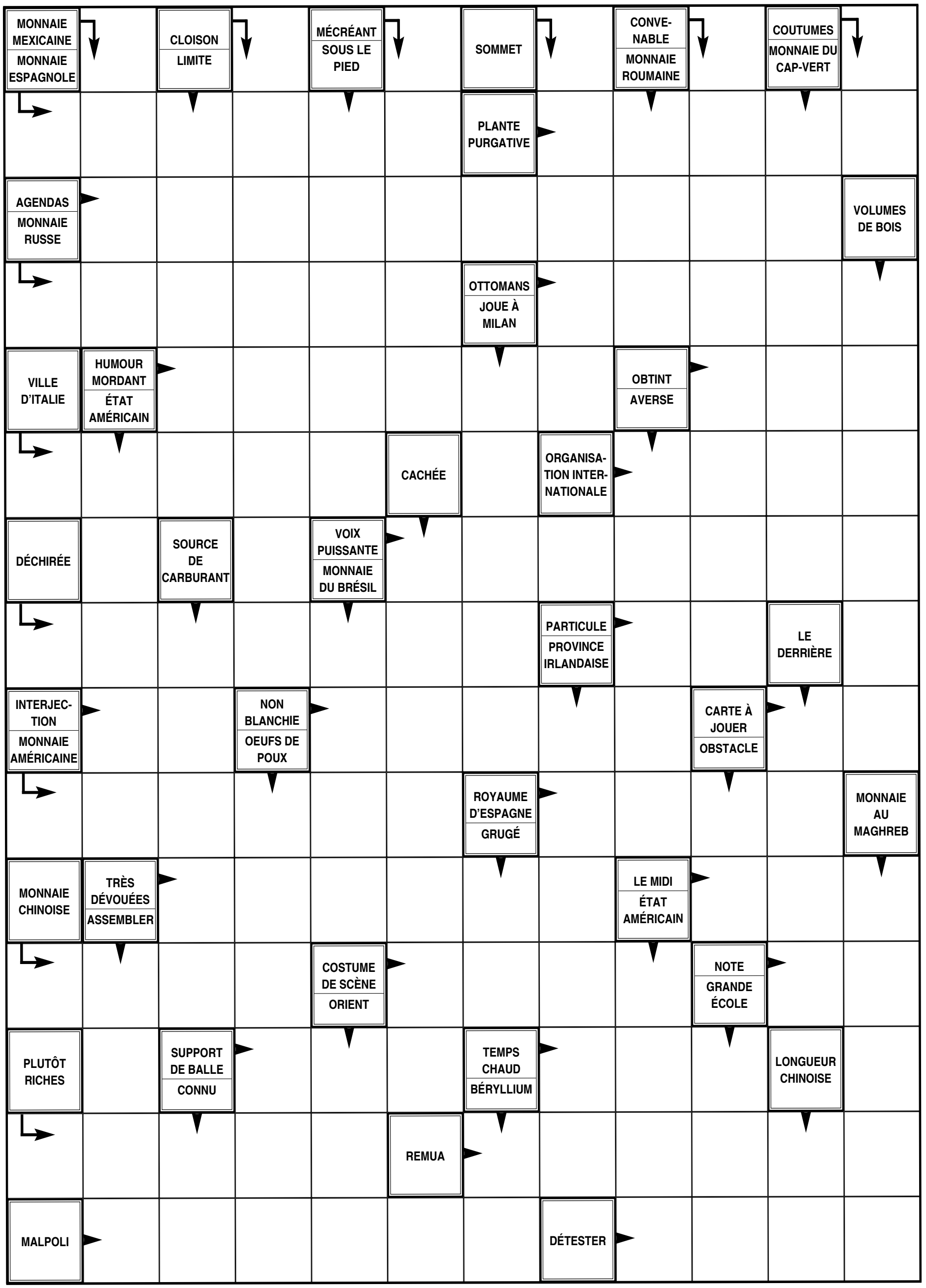
Cette fois, on ne parle pas d'airbags défectueux qui seraient présents dès la sortie de l'usine et qui souffriraient d'un mauvais vieillissement. Les drames sont intervenus alors que cette pièce cruciale s'était déclenchée lors d'un précédent accident, obligeant à son remplacement. Le problème, c'est que les coussins gonflables de rechange installés à cette occasion seraient tous des produits chinois de contrefaçon. Ils proviennent tous du même fabricant, Jilin Province Detiannuo Automobile Safety System Co., également connu sous le nom de DTN. De plus, tous les décès sont intervenus sur une période assez brève, entre 2023 et 2025. La NHTSA, qui avait déjà tiré la sonnette d'alarme assez tôt dans le cadre du scandale Takata, ne pouvait donc pas rester les bras croisés. Rappelons que cet organisme, contesté par Elon Musk lors de son bref passage au gouvernement Trump, a un tout autre pouvoir que le Service de

surveillance du marché des véhicules et les moteurs (SMVM) fondé en France en 2020. Même si ce dernier commence tout de même à prendre de l'importance, avec le lancement récent d'enquêtes sur les freinages fantômes ou sur les problèmes de fiabilité du moteur 1.2 PureTech. Le Bureau d'enquête sur les défauts de la NHTSA (ODI, Office of Defects Investigation) n'a pas encore rendu toutes ses conclusions. Mais l'entreprise DTN a l'interdiction de vendre ses produits aux Etats-Unis. Les airbags défectueux auraient donc été importés de manière illégale. Il est ainsi quasiment impossible de savoir combien de voitures ont pu être équipées de ces coussins gonflables dangereux venus de Chine.

Ces airbags dangereux pourraient-ils aussi concerner la France ?

L'ODI estime le chiffre à environ 10 000 véhicules, tout en misant sur la suite de son enquête pour arriver à une valeur plus précise. Il reste également à déterminer comment ces produits ont pu arriver en Amérique du Nord, puis être installés alors qu'ils sont pourtant censés être interdits. De son côté, la France peut sembler épargnée, d'autant que les décès évoqués ici se sont produits dans des modèles non importés officiellement chez nous. Normalement, le passage par un professionnel pour le remplacement d'airbags est censé éviter ce type de drame. Mais l'Hexagone s'est aussi longtemps cru à l'abri de l'affaire Takata en raison de son climat, ce qui explique en partie la réaction très tardive de l'Etat dans ce scandale industriel. Il reste donc à espérer que certains garages peu scrupuleux ne seront pas tentés de commander des pièces à bas prix en Chine pour augmenter leurs marges au détriment des clients.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mercredi 29 octobre 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le Brent à plus de 64 dollars

Les cours du brut reculaient mardi, impactés notamment par la perspective d'hausse de production contrebalançant l'optimisme lié aux négociations commerciales entre les Etats-Unis et la Chine. Vers 11h30, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, perdait 1,54% à 64,61 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, reculait de 1,48% à 60,40 dollars.

CONSEIL DES MINISTRES ARABES DE L'ENVIRONNEMENT

Mme Krikou participe à Nouakchott à la 36e session

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, participe, à Nouakchott (Mauritanie), à la 36e session du Conseil des ministres arabes chargés de l'environnement, et à la 4e édition du Forum arabe pour l'environnement (AFEN4), indique lundi un communiqué du ministère. La participation de Mme Krikou à cette rencontre, organisée du 26 au 30 octobre, s'inscrit dans le cadre du "renforcement de la coopération arabe commune dans le domaine de la protection de l'environnement et du développement durable", à travers l'examen des moyens à même de relever les défis environnementaux auxquels la région est confrontée, à l'instar des changements climatiques, de la pollution et de la désertification". A cette occasion, la ministre tiendra des rencontres bilatérales avec ses homologues arabes pour échanger les vues sur les futurs projets environnementaux, et consolider la coopération bilatérale et multilatérale entre les Etats membres du Conseil des ministres arabes de l'environnement, ajoute la même source.

MONNAIES

Le dollar sous pression avant les réunions des banques centrales

Le dollar américain s'est affaibli mardi, alors que les opérateurs anticipent une série de mesures de banques centrales et que l'attention se tourne vers le voyage asiatique du président américain, Donald Trump. Dans la matinée, la devise américaine lâchait 0,12% face à la monnaie unique européenne, à 1,1660 dollar pour un euro, mais avançant de 0,13% face à la livre sterling, à 1,3318 dollar. Selon les analystes, le dollar s'est retrouvé sur la défensive alors que les attentes d'un assouplissement monétaire aux Etats-Unis s'amplifient. De son côté, la monnaie japonaise gagnait 0,63% face au billet vert, à 151,91 yens pour un dollar. Les achats de yens s'expliquent notamment par "une prise de bénéfices sur les actions" japonaises, que les investisseurs revendent "après leur forte hausse alimentée par les anticipations d'une augmentation des dépenses budgétaires sous la nouvelle Première ministre Sanae Takaichi", expliquent les experts. La dirigeante fraîchement nommée a reçu Donald Trump en grande pompes à Tokyo lundi.

LES INTERMÉDIAIRES NON BANCAIRES

Un maillon essentiel pour diversifier les sources de financement

Les participants à une conférence-débat sur les intermédiaires financiers non bancaires (IFNB), tenue à Alger, ont souligné le rôle clé de ces intermédiaires dans la mobilisation de l'épargne pour soutenir les besoins en financement des entreprises et des start-up, en vue d'accompagner les efforts engagés pour la diversification de l'économie nationale. Cette rencontre a été organisée lundi soir par l'Association des diplômés de l'Institut de financement du développement du Maghreb arabe (Ifidas), sous le thème : "Intermédiaires financiers non bancaires, une alternative pour le financement de l'économie", en collaboration avec la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (Cosob). L'événement, qui a réuni des experts, des représentants de ministères, des cadres du secteur financier et des professionnels, a vu la présence du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, du président de la Cosob, Youcef Bouzenada, et du directeur général de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci), Chakib Smail Kouidri.
Dans son allocution, M. Ouadah a mis en exergue l'importance des IFNB dans le système financier algérien qui doit s'adapter aux mutations de l'économie numérique et immatérielle, en pleine expansion. Il a évoqué, dans ce contexte, "plusieurs réussites d'ingénieurs algériens capables de générer des revenus de plusieurs millions de dollars sans disposer d'infrastructures lourdes", ce qui démontre, selon lui, le potentiel de l'économie numérique.
Pour M. Ouadah, le développement de cette nouvelle économie "n'est plus un choix, mais une obligation", rappelant que la création de son département ministériel s'inscrivait dans cette logique et que les réformes introduites dans la loi sur l'investissement visaient à "encourager l'économie de la connaissance et valoriser l'investissement immatériel". De son côté, le président de l'Ifidas, Ahmed Haftari, a souligné que, dans "le contexte actuel marqué par des besoins de financement croissants de l'économie nationale, les IFNB pouvaient mobiliser et orienter l'épargne vers l'investissement productif, facilitant ainsi l'accès au financement des entreprises, notamment les PME, et contribuant à l'innovation et à la diversification économique". Ces intermédiaires, qui incluent les compagnies d'assurances, les fonds d'investissement, les sociétés de capital-investissement, les institutions de micro-finance et les plateformes de financement participatif, peuvent également renforcer la profondeur et la solidité du marché financier, a-t-il estimé. Le président de la Cosob a affirmé que les IFNB sont devenus un instrument "très important" dans le financement des économies, citant les derniers chiffres de la Banque mondiale selon lesquels la valeur mondiale des financements non bancaires représentait environ 50% du total des actifs financiers mondiaux.
Dans ce contexte, M. Bouzenada est revenu sur les efforts déployés par les pouvoirs publics pour développer ce secteur, en présentant les principales données sur l'activité du capital- investissement en Algérie. Le secteur compte cinq sociétés en activité, la première ayant été créée en 2008, avec une capitalisation de 19 milliards de dinars (mds DA), selon les chiffres du président de la Cosob. Ces sociétés gèrent, pour le compte du Trésor public, des fonds d'investissements créés au niveau des wilayas pour une valeur de 58 mds DA.

ONU

Les programmes de lutte contre la violence envers les femmes «au bord du gouffre»

Les coupes budgétaires démantèlent les organisations de terrain qui luttent contre les violences faites aux femmes et aux filles, a averti l'agence des Nations Unies pour l'égalité des genres, dans un nouveau rapport, publié lundi. "Les organisations de défense des droits des femmes sont au cœur des progrès dans la lutte contre les violences faites aux femmes, mais elles sont poussées au bord du gouffre", a indiqué une responsable de la section "Lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles" d'ONU Femmes, Kalliopi Mingeirou. "Nous ne pouvons pas laisser les coupes budgétaires anéantir des décennies de progrès durement acquis. Nous appelons les gouvernements et les donateurs à sécuriser, accroître et assouplir les financements", a-t-elle souligné, avertissant que sans investissements soutenus, "la violence à l'égard des femmes et des filles ne fera qu'augmenter". Un nouveau rapport d'ONU Femmes, intitulé At Risk and Underfunded (En danger et sous-financé), basé sur une enquête mondiale menée auprès de 428 organisations de défense des droits des femmes et de la société civile, révèle qu'une organisation sur trois a suspendu ou fermé ses programmes visant à mettre fin aux violences basées sur le genre.
Plus de 40 % d'entre elles ont réduit ou fermé des services essentiels tels que les abris, l'aide juridique, le soutien psychosocial et les soins de santé en raison de déficits budgétaires immédiats. Près de 80 % ont signalé un accès réduit aux services pour les survivantes de violences, tandis que 59 % ont déclaré que l'impunité et la banalisation de la violence étaient en hausse. Le rapport est publié alors que le monde célèbre les 30 ans de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin, un plan d'action historique pour l'égalité des genres qui a placé la lutte contre les violences faites aux femmes au cœur de ses préoccupations.

COLLECTE INTELLIGENTE DU PLASTIQUE À ORAN

ECCBC Algérie et POLYREC unissent leurs forces

Fidèle à son engagement pour un développement durable et responsable, Equatorial Coca-Cola Bottling-Company (ECCBC) Algérie, via sa filiale SBOA Oran, vient d'annoncer un partenariat stratégique avec POLYREC, acteur majeur du recyclage innovant du plastique PET. Ce partenariat vise à renforcer les efforts de collecte et de valorisation du plastique à Oran, à travers un dispositif intelligent et connecté, reposant sur le modèle Smart RecyclingEcosystem.
Ce partenariat s'inscrit dans la stratégie ESG d'ECCBC Algérie, et plus particulièrement dans son pilier « Packaging », qui vise à repenser la gestion des emballages en faveur de l'économie circulaire. Grâce à la technologie Smart Recyclable Bottles (SRB), des bornes connectées ont été installées dans des lieux stratégiques (universités, résidences, salles de sport et espaces publics) afin de faciliter la collecte sélective et d'encourager les citoyens à adopter des gestes durables.
Pour le Directeur Général de POLYREC: « Chaque bouteille collectée est un geste citoyen. Grâce au modèle Smart RecyclingEcosystem, nous transformons la collecte en une action concrète, mesurable et porteuse d'impact positif.
« Ce projet traduit notre conviction que la technologie et la sensibilisation peuvent aller de pair pour bâtir un modèle de recyclage plus efficace et inclusif. Avec POLYREC, nous partageons la même ambition : faire du recyclage une habitude ancrée dans le quotidien », déclare WahibBenaissa-Tahar, Directeur Général de ECCBC Algérie.»
Les premiers résultats sont déjà tangibles : 165 bornes SRB ont été installées à ce jour à Oran, soit 200 d'ici la fin de l'année 2025.
Ce dispositif renforce la collecte sélective, sensibilise les jeunes générations et crée de nouvelles synergies locales au sein de la chaîne du recyclage.
Au-delà de ces résultats, ECCBC Algérie et POLYREC partagent une même vision : faire émerger un modèle de recyclage intelligent, connecté et reproductible à l'échelle nationale. De nouvelles initiatives verront le jour, alliant actions de sensibilisation, innovation technologique et valorisation locale du PET. À travers ce partenariat, ECCBC Algérie réaffirme sa mission d'entreprise citoyenne et sa contribution à une économie plus circulaire, responsable et durable pour l'Algérie.